

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

POURSUITE DU DÉPLOIEMENT DU PLAN "ROUTE DE DEMAIN"- 3ÈME RAPPORT 2023

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
ANNEXE AU RAPPORT	5
Annexe : Carte des opérations	6
PROJET DE DÉLIBÉRATION	8
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	12
Annexe 1 : Fiches projet	13
Annexe 2 : Convention BA 217 (CD91)	38
Annexe 3 : Convention RD7 (CD94)	62
Annexe 4 : Convention Innovation (Etat)	82
Annexe 5 : Convention type "réduction externalités négatives des infrastructures routières"	92
Annexe 6 : Convention Intégration environnementale (Etat)	102

EXPOSÉ DES MOTIFS

Opérations d'investissement du programme du plan « Route de demain »

Un programme d'investissement a été adopté dans le cadre du plan « Route de demain » regroupant 41 opérations qui ont pour objectifs de traiter des points de congestion récurrents ainsi que de compléter et de mailler le réseau routier d'intérêt régional (RRIR) tout en tenant compte des différences de besoins de mobilité des territoires.

Le présent rapport vous propose d'attribuer **2 subventions** pour des opérations de ce programme d'un montant total de **7 550 000 €** permettant le financement de la desserte du secteur sud francilienne (91) et du réaménagement de la RD7 Chevilly-Larue, Thiais et Rungis (94).

Soutien à l'innovation

Il vous est également proposé de poursuivre le soutien régional à l'innovation en attribuant une subvention d'un montant maximal de **148 701 €** pour soutenir les innovations sur le réseau de l'Etat.

Pour mieux partager la route

Ce rapport vous propose également de poursuivre le soutien régional à la maîtrise de la mobilité en accompagnant les plans locaux de mobilités comme prévu au plan « route de demain ». Il vous est ainsi proposé d'attribuer une subvention d'un montant total de **95 096,25 €** au bénéfice de la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise (95).

Soutien à l'intégration paysagère et la lutte contre les nuisances des infrastructures routières

Le plan « route de demain » permet de soutenir les actions qui visent à favoriser l'intégration paysagère et environnementale des infrastructures, la lutte contre les nuisances, et l'adaptation au changement climatique ainsi que les actions visant à réduire les externalités négatives de la route.

Il vous est ainsi proposé d'attribuer **4 subventions** pour un montant total de **11 117 244 €** au bénéfice de l'Etat pour son programme annuel de mise en œuvre d'enrobés phoniques sur son réseau, du département de l'Essonne pour l'étude de l'intégration paysagère et pour la mise en œuvre d'enrobés phoniques sur la RN6 et du département du Val d'Oise pour la mise en œuvre d'enrobés phoniques sur la RD311 et la RD928.

Politique régionale de sécurité routière

Enfin, le plan « route de demain », permet à la Région de financer des actions de lutte contre l'insécurité routière, qui demeure préoccupante en Île-de-France. Dans ce cadre, le présent rapport vous propose d'attribuer **4 subventions** pour un montant total de **315 400 €** au bénéfice des départements de l'Essonne (91) et du Val-de-Marne (94), des communes de Noisy-le-Grand (93) et de Charenton-le-Pont (94).

Ces opérations vous sont présentées dans les fiches en annexe à la présente délibération.

Afin de permettre les affectations proposées les transferts de crédits suivants ont été opérés :

Au sein du chapitre 938 « Transports », un transfert de crédits du code fonctionnel 820 « services communs », programme HP820-005 « actions spécifiques en matière de tarification », action 18200502 « aide aux transports des personnes les plus modestes » vers le code fonctionnel 820 « services communs », programme HP820-003 « études générales », action 18200301 « études générales, expérimentations et innovations » pour un montant de 900 €.

Au sein du chapitre 907 « Environnement », un transfert de crédits du code fonctionnel 77 « Environnement des infrastructures de transport », programme PR77-003 « Intégration environnementale des infrastructures de transport », action 477003011 « Intégration environnementale des infrastructures de transport » vers le code fonctionnel 77 « Environnement des infrastructures de transport », programme HP77-003 « Intégration environnementale des infrastructures de transport », action 17700301 « Intégration environnementale des infrastructures de transport » pour un montant de 12 500 €.

Au sein du chapitre 908 « Transports », trois transferts de crédits du code fonctionnel 843 « voirie départementale », programme HP843-002 « aménagement des infrastructures de voirie départementale », action 18400202 « aménagement des infrastructures de voirie départementale en grande couronne »

- vers le code fonctionnel 841 « voirie nationale », programme HP841-001 « aménagement des infrastructures de voirie nationale », action 18400105 « aménagement de voirie nationale » pour un montant de 10 075 787 €,
- vers le code fonctionnel 820 « services communs », programme HP820-002 « études et expérimentations », action 18200201 « études et expérimentations » pour un montant de 243 797,25 €,
- vers le code fonctionnel 849 « sécurité routière », programme HP849-004 « aménagements de sécurité », action 18400403 « aménagements de sécurité sur voirie communale » pour un montant de 4 500 €.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

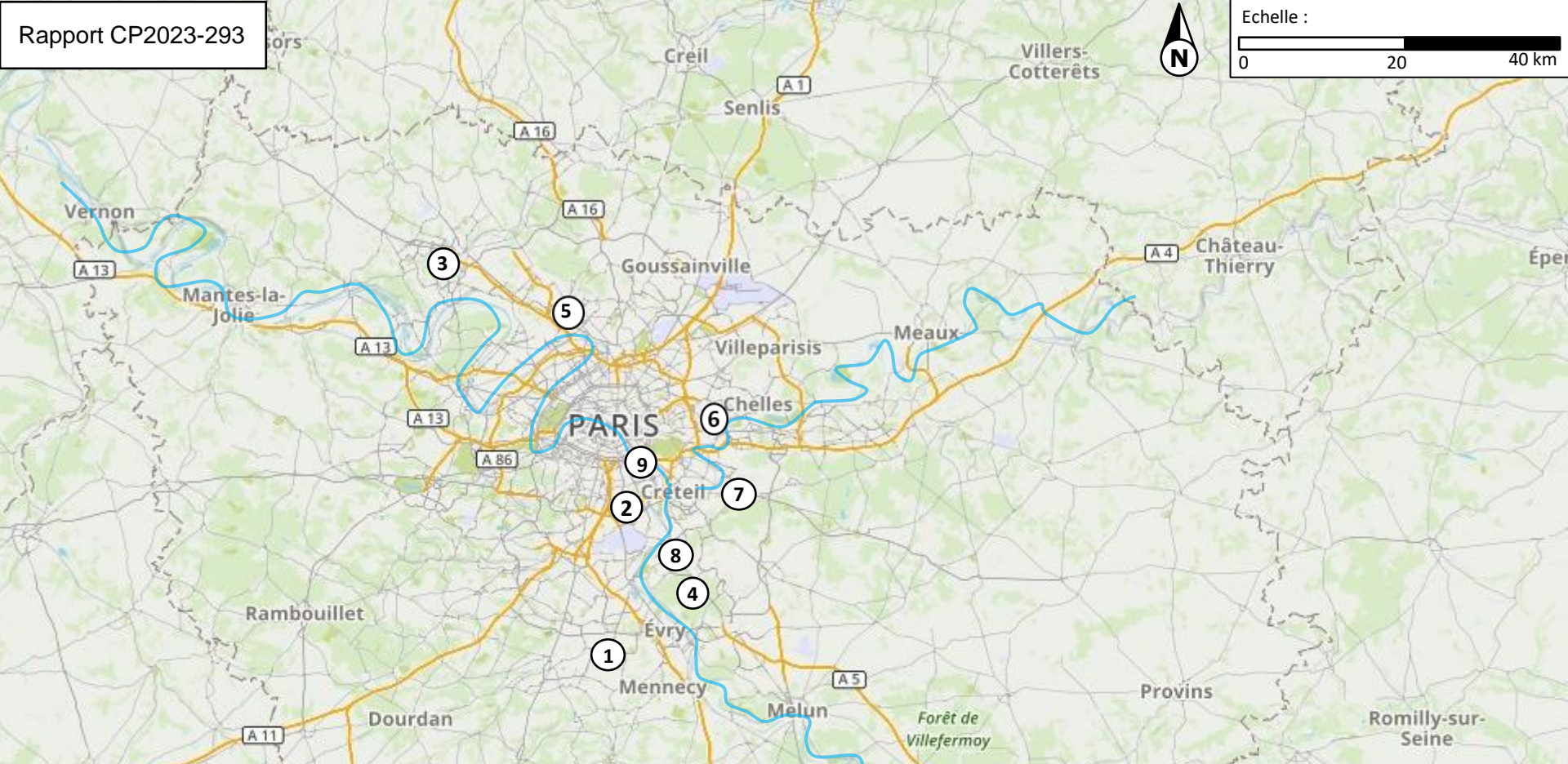
**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXE AU RAPPORT

Annexe : Carte des opérations



<p>Route</p> <ul style="list-style-type: none">① Desserte sud francilienne (91)② RD7 Chevilly-Larue, Thiais et Rungis (94) <p>Maitrise des mobilités</p> <ul style="list-style-type: none">③ Plan local de mobilité CA Cergy-Pontoise (95)	<p>Environnement</p> <ul style="list-style-type: none">④ Intégration paysagère et enrobés phoniques RN6 (91)⑤ Enrobés phoniques - Deuil-la-Barre (95) <p><u>Non représentés:</u> projet Etat enrobés et innovation</p>	<p>Sécurité Routière</p> <ul style="list-style-type: none">⑥ Noisy-le-Grand (93)⑦ Noiseau (94)⑧ Montgeron – RN6 (91)⑨ Charenton-le-Pont (94)
---	--	--

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 21 SEPTEMBRE 2023

POURSUITE DU DÉPLOIEMENT DU PLAN "ROUTE DE DEMAIN"- 3ÈME RAPPORT 2023

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code des transports ;

VU le code de la route ;

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la commande publique ;

VU la loi d'orientation des mobilités (LOM) votée par l'Assemblée nationale le 19 novembre 2019 ;

VU le décret en Conseil d'État n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du schéma directeur de la région Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 36-14 du 19 juin 2014 relative au Plan de déplacements urbains d'Île-de-France (PDUIF) ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens modifiée;

VU la délibération n° CP 16-647 du 13 décembre 2016 approuvant les modalités spécifiques d'application du dispositif « 100 000 stages pour les jeunes franciliens » pour les bénéficiaires de subventions régionales, dans le domaine des transports, de plus d'un million d'euros ;

VU la délibération n° CR 2017-51 modifiée du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-322 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CR 2022-021 du 19 mai 2022 relative au plan « route de demain » ;

VU la délibération n° CP 2022-208 du 7 juillet 2022 approuvant le contrat cadre avec le département de l'Essonne pour la mise en œuvre du plan route de demain ;

VU la délibération n° CP 2022-316 du 23 septembre 2022 approuvant le contrat cadre avec le département du Val-de-Marne pour la mise en œuvre du plan « Route de demain » ;

VU la délibération n° CP 2022-316 du 23 septembre 2022 approuvant la convention-type relative à la politique maîtrise de la mobilité-investissement ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du conseil régional du 12 décembre 2022 portant révision du

règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-155 du 1er juin 2023 relative aux diverses dispositions en matière de communication institutionnelle 2ème rapport 2023 adoptant la charte de visibilité ;

VU la délibération n° CP2023-167 du 5 juillet 2023 modifiée approuvant la convention-type relative à la politique d'intégration paysagère et environnementale ;

VU le budget de la région d'Île-de-France pour 2023 ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-293 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

Décide de participer au titre du plan « route de demain » au financement des projets d'aménagements de voiries départementales détaillés en annexe 1 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution de 2 subventions d'un montant total maximum prévisionnel de **7 550 000 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature des conventions jointes en annexes 2 et 3 à la présente délibération et autorise la Présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **7 550 000 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 843 « voirie départementale » - programme HP 843-002 « Aménagement des infrastructures de voirie départementale » - action 18400201 « Aménagement de voirie départementale » du budget 2023.

Article 2

Décide de participer au titre de l'annexe 4 « Dispositif de soutien à l'innovation routière » du plan « route de demain », au financement du projet innovant détaillé en annexe 1 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution d'un fonds de concours d'un montant total maximum prévisionnel de **148 701 €**.

Subordonne le versement de ce fonds de concours à la signature de la convention jointe en annexe 4 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **148 701 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 820 « Services communs » - programme HP 820-002 « Etudes et expérimentations » - action 18200201 « Etudes et expérimentations » du budget 2023.

Article 3

Approuve la convention-type pour les subventions d'investissement attribuées dans le cadre de la politique de réduction des externalités négatives de la route (enrobés phonique et enrobés à fort taux de recyclage) du dispositif « intégration environnementale des infrastructure » du « route de demain » (délibération CR 2022-021 du 19 mai 2022), figurant en annexe 5 de la

présente délibération.

Article 4

Décide de participer au titre de l'annexe 7 « intégration environnementale des infrastructures » du plan « Route de demain », au financement des projets détaillés en annexe 1 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution de 2 subventions d'un montant maximum prévisionnel de **1 028 957 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type figurant en annexe 5 de la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **1 028 957 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 843 « voirie départementale » - programme HP 843-002 « Aménagement des infrastructures de voirie départementale » - action 18400201 « Aménagement de voirie départementale » du budget 2023.

Article 5

Décide de participer au titre de l'annexe 5 « Pour mieux partager la route » du plan « route de demain », au financement du projet détaillé en annexe 1 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant total maximum prévisionnel de **95 096,25 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2022-316 du 23 septembre 2022 modifiée, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **95 096,25 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 820 « Services communs » - programme HP 820-002 « Etudes et expérimentations » - action 18200201 « Etudes et expérimentations » du budget 2023.

Article 6

Décide de participer au titre de l'annexe 7 « intégration environnementale des infrastructures » du plan « Route de demain », au financement du projet détaillé en annexe 1 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **12 500 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2023-167 du 5 juillet 2023 modifiée pour les projets d'intégration paysagère et environnementale, et autorise la présidente à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **12 500 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement » - code fonctionnel 77 « Environnement des infrastructures de transport » - programme HP77-003 « Intégration environnementale des infrastructures de transport » - action 17700301 « Intégration environnementale des infrastructures de transport ».

Article 7

Décide de participer au titre de l'annexe 7 « intégration environnementale des infrastructures » du plan « Route de demain », au financement du projet détaillés en annexe 1 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution d'un fonds de concours d'un montant maximum prévisionnel de **10 075 787 €**.

Subordonne le versement de ce fonds de concours à la signature de la convention jointe en annexe 6 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **10 075 787 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 841 « voirie nationale » - programme HP 841-001 « Aménagement des infrastructures de voirie nationale » - action 18400105 « Aménagement de voirie nationale » du budget 2023.

Article 8

Décide de participer au titre de l'annexe 8 « sécurité routière » du plan « route de demain » au financement des projets détaillés en annexe 1 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution de 4 subventions d'un montant maximum prévisionnel de **315 400 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes aux conventions-type adoptées par délibération n° CR 2022-021 du 19 mai 2022 modifiée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **310 000 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 849 « Sécurité routière » programme HP 849-004 « Aménagements de sécurité » - action 18400402 « Aménagements de sécurité sur RD » du budget 2023.

Affecte une autorisation de programme de **4 500 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 849 « Sécurité routière » programme HP 849-004 « Aménagements de sécurité » - action 18400403 « Aménagements de sécurité sur voiries communales » du budget 2023.

Affecte une autorisation d'engagement de **900 €** disponible sur le chapitre 938 « Transports » - code fonctionnel 820 « Services communs » - programme HP 820-003 « Etudes générales » - action 18200301 « Etudes générales, expérimentations et innovations » du budget 2023.

Article 9

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets jointes en annexe à la délibération, par dérogation prévue aux articles 17 et 29 de l'annexe de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSÉ

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 : Fiches projet

DOSSIER N° 23006618 - ENVIRONNEMENT - ETUDES PAYSAGERES RN6 - CD91

Dispositif : Route de demain – Soutien à l'intégration environnementale (arbres) (n° 00001314)

Délibération Cadre : CR2022-021 du 19/05/2022

Imputation budgétaire : 907-77-204131-177003-200

Action : 17700301- Intégration environnementale des infrastructures de transport

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Route de demain – Soutien à l'intégration environnementale (arbres)	25 000,00 € HT	50,00 %	12 500,00 €
Montant total de la subvention			12 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ESSONNE
Adresse administrative : BOULEVARD DE FRANCE
91012 EVRY COURCOURONNES
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur FRANCOIS DUROVRAY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 21 septembre 2023 - 30 septembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le Département de l'Essonne est devenu gestionnaire, en avril 2022, de 10 km de la RN 6, voie appartenant au Réseau Routier d'Intérêt Régional (RRIR), depuis la limite avec le Val-de-Marne au nord et jusqu'à l'échangeur complet de la Croix de Villeroy au niveau de la RD 33, au sud. Depuis, le Département s'affaire à remettre à niveau cet axe majeur de l'Est de l'Essonne. Pour contribuer à la requalification de la RN6, plusieurs actions sont en cours afin de la sécuriser, la moderniser et la remettre aux standards départementaux.

Dans ce cadre et afin d'accompagner la transition paysagère et écologique de cette infrastructure linéaire s'inscrivant en milieu urbain puis en milieu naturel, le département de l'Essonne souhaite réaliser des études d'intégration paysagère et de continuité écologique le long de la RN6.

L'objectif de cette étude est de définir un programme d'action global pour offrir une palette végétale plus variée que l'existant, afin d'être des sources de nidification pour les oiseaux ou de pollinisation pour les abeilles, entre autres.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Département, SNCF, RATP, Île-de-France Mobilités, Ports de Paris,

VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :

Le dispositif de soutien régional à l'intégration environnementale du Réseau Routier d'Intérêt Régional au titre de son article 2 accompagne « l'intégration paysagère et environnement » en subventionnant les études qui ont pour objectif de définir un programme d'action global d'aménagements visant à améliorer l'intégration paysagère et environnementale d'une section d'un axe du RRIR. C'est à ce titre que le présent projet est éligible à une aide régionale.

Coût de l'opération : 80 000 € HT

Taux de subvention : 50% des dépenses subventionnables du projet plafonnées à 25 000 € HT.

Le plafond des dépenses subventionnables (25 000 €) est atteint.

Montant de la subvention régionale : 12 500 € (25 000€ x 50%).

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes	80 000,00	100,00%
Total	80 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	12 500,00	15,63%
Fonds propres	67 500,00	84,38%
Total	80 000,00	100,00%

DOSSIER N° 23006737 - PLM - ELABORATION DU PLAN LOCAL DE MOBILITE 2025-2029 DE LA CA CERGY-PONTOISE (95)

Dispositif : Route de demain - Maîtrise de la mobilité (investissement) (n° 00001276)

Délibération Cadre : CR2022-021 du 19/05/2022

Imputation budgétaire : 908-820-2041511-182002-200

Action : 18200201- Etudes et expérimentations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Route de demain - Maîtrise de la mobilité (investissement)	211 325,00 € HT	45,00 %	95 096,25 €
	Montant total de la subvention		95 096,25 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
CERGY-PONTOISE
Adresse administrative : LE PARVIS DE PREFECTURE
95027 CERGY
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Jean-Paul JEANDON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 21 septembre 2023 - 30 juin 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La présente subvention permettra d'accompagner la CACP dans la révision du Plan Local de Déplacements (PLD) 2016-2020 et l'élaboration de son Plan Local des Mobilités (PLM) 2025-2029.

La CACP sera accompagnée par une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la réalisation de l'étude et la mise en oeuvre de la concertation.

L'étude se déroulera en deux temps :

- évaluation du PLD 2015-2020,
- élaboration d'une nouvelle stratégie : diagnostic, définition des orientations, élaboration du plan d'actions.

La stratégie de mobilité de Cergy-Pontoise s'inscrira dans le respect des orientations et prescriptions du Plan Mobilité Ile-de-France, des documents stratégiques à l'échelle locale tels que le PCAET, le projet de territoire, le SCOT de l'agglomération.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'un plan local de mobilité, relevant du plan Route de Demain, annexe 5.1 "Pour mieux

partager la route", article 3 "Maîtrise de la mobilité", la participation maximale de la Région est égale à 50% de la dépense subventionnable.

La CACP demandant également une subvention de 25% à IDFM, la participation régionale est plafonnée à 45% afin que le reste à charge du maître d'ouvrage ne soit pas inférieur à 30%.

Le coût d'élaboration du PLM est estimé à 211 325 € HT.

La participation de la Région est égale à 45% de ce coût, soit 95 096,25 €.

Localisation géographique :

- CA CERGY-PONTOISE (95-VAL D'OISE)
- CA CERGY-PONTOISE (78-YVELINES)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Bilan et évaluation du PLD	25 825,00	12,22%
Réalisation du PLM 2025-2029	130 300,00	61,66%
Concertation	24 300,00	11,50%
Tranches optionnelles	30 900,00	14,62%
Total	211 325,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	95 096,25	45,00%
Subvention IDFM (sollicitée)	52 831,25	25,00%
Fonds propres	63 397,50	30,00%
Total	211 325,00	100,00%

DOSSIER N° 23006565 - ROUTE - INNOVATION - PROGRAMME ETAT 2023

Dispositif : Route de demain - Soutien à l'innovation routière (n° 00001280)

Délibération Cadre : CR2022-021 du 19/05/2022

Imputation budgétaire : 908-820-204114-182002-200

Action : 18200201- Etudes et expérimentations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Route de demain - Soutien à l'innovation routière	297 402,00 € TTC	50,00 %	148 701,00 €
	Montant total de la subvention		148 701,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DGITM DIRECTION GENERALE DES
INFRASTRUCTURES DES TRANSPORTS
ET DES MOBILITES

Adresse administrative : 1 PL CARPEAUX
95055 PARIS LA DEFENSE CEDEX

Statut Juridique : Service Central D'un Ministère

Représentant : Madame Régine ENGSTRÖM, Secrétaire générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 21 septembre 2023 - 30 septembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le programme d'innovations sur le réseau routier national (RRN) prévoit 3 actions pour 2023 :

- Régulation dynamique de vitesse ;
- Expérimentation de l'intelligence artificielle dans la détection d'incidents dans les tunnels de Bicêtre et d'Italie ;
- Déploiement de balises Bluetooth Waze dans les deux derniers tunnels (Antony et Fresnes) non encore équipés.

Détail du calcul de la subvention :

Ce programme s'inscrit dans le cadre du protocole de financement entre l'Etat et la Région d'opérations concourant à la réduction de la congestion et à l'évolution de la qualité de service par l'innovation, l'expérimentation et l'intégration environnementale sur le réseau routier national non concédé (RRN) en Île-de-France et est éligible au dispositif de soutien régional relatif à l'innovation routière. Il bénéficie d'un fonds de concours à hauteur de 50% des dépenses subventionnables.

Le coût du programme innovation 2023 s'élève à 297 402 € TTC en investissement. Après application du taux maximum de 50%, la participation régionale s'élève à 148 701 €.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Régulation dynamique de vitesse	90 000,00	30,26%
Expérimentation de l'intelligence artificielle	200 000,00	67,25%
Balise bluetooth	7 402,00	2,49%
Total	297 402,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	148 701,00	50,00%
Fonds propres	148 701,00	50,00%
Total	297 402,00	100,00%

DOSSIER N° 23006566 - ROUTE - ENVIRONNEMENT - PROGRAMME ETAT 2023**Dispositif** : Route de demain (n° 00001282)**Délibération Cadre** : CR2022-021 du 19/05/2022**Imputation budgétaire** : 908-841-204114-184001-200

Action : 18400105- Aménagement de voirie nationale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Route de demain	20 151 574,00 € TTC	50,00 %	10 075 787,00 €
	Montant total de la subvention		10 075 787,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DGITM DIRECTION GENERALE DES
INFRASTRUCTURES DES TRANSPORTS
ET DES MOBILITES

Adresse administrative : 1 PL CARPEAUX
95055 PARIS LA DEFENSE CEDEX

Statut Juridique : Service Central D'un Ministère

Représentant : Madame Régine ENGSTRÖM, Secrétaire générale

PRESENTATION DU PROJET**Dates prévisionnelles** : 21 septembre 2023 - 30 septembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le programme d'Intégration environnementale sur le réseau routier national (RRN) prévoit pour 2023 :

- Déploiement d'enrobés à très haute performance acoustique sur A13 dans le prolongement de la section traitée l'année précédente et sur A6 (Savigny-sur-Orge–Viry-Châtillon–Grigny–Morsang-sur-Orge);
- Déploiement d'enrobés à fort taux de recyclage sur A104 (Pomponne–Villevaudé–Brou-sur-Chantereine–Le Pin–Villeparisis–Mitry-Mory), N2 (Mitry-Mory–Compans), N104 (Lognes–Émerainville–Pontault-Combault–Croissy-Beaubourg), N14 (Puisseux-Pontoise), N4 (Fontenay-Trésigny–Marles-en-Brie), N36 (Fontenay-Trésigny), A4 (Champigny-sur-Marne), N184 (Conflans-Sainte-Honorine), N10 (Trappes–Élancourt), N12 (Le Tremblay-sur-Mauldre–Jouars-Pontchartrain–Méré–Galluis), A12 (Fontenay-le-Fleury–Bois-d'Arcy–Montigny-le Bretonneux), A13 (Rocquencourt), A86 (La Courneuve–Drancy) et N13 (Le Pecq–Saint-Germain-en-Laye) .

Détail du calcul de la subvention :

Ce programme s'inscrit dans le cadre du protocole de financement entre l'Etat et la Région d'opérations concourant à la réduction de la congestion et à l'évolution de la qualité de service par l'innovation, l'expérimentation et l'intégration environnementale sur le réseau routier national non concédé (RRN) en Île-de-France . Il bénéficie d'un fonds de concours à hauteur de 50% des dépenses subventionnables.

Le coût du programme d'integration environnementale 2023 s'élève à 20 151 574 € TTC en

investissement. Après application du taux maximum de 50% défini dans l'annexe 7 du Plan Route de Demain (Dispositif de soutien régional à l'intégration environnementale du Réseau Routier d'Intérêt Régional), la participation régionale s'élève à 10 075 787 €.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Enrobés Phoniques	2 265 086,00	11,24%
Enrobés à très fort taux de recyclage	17 886 488,00	88,76%
Total	20 151 574,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 075 787,00	50,00%
Fonds propres	10 075 787,00	50,00%
Total	20 151 574,00	100,00%

DOSSIER N° 22006506 - ROUTE - REQUALIFICATION DE LA RD7 - ETUDES PRO ET TRAVAUX (94)

Dispositif : Route de demain (n° 00001282)

Délibération Cadre : CR2022-021 du 19/05/2022

Imputation budgétaire : 908-843-204132-184002-200

Action : 18400201- Aménagement de voirie départementale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Route de demain	14 200 000,00 € HT	30,00 %	4 300 000,00 €
	Montant total de la subvention		4 300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE

Adresse administrative : 21 AV DU GENERAL DE GAULLE
94011 CRETEIL

Statut Juridique : Département

Représentant : Monsieur Olivier CAPITANIO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 21 septembre 2023 - 31 décembre 2027

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La Route Départementale 7 est l'un des trois axes structurants du sud francilien. Elle compose l'axe historique RD7-RN7 qui traverse le Val-de-Marne et l'Essonne du nord au sud au niveau du pôle d'Orly-Rungis.

Les simulations de trafic réalisées par le département du Val-de-Marne à horizon 2030 ont montré que la suppression d'une voie sur cet axe y abaisserait le volume de circulation et réduirait également les trafics sur l'A86 voisine, par rapport à la situation au fil de l'eau. Les reports de trafic s'effectueraient alors sur l'A106, qui resterait néanmoins non-congestionnée.

Le projet porté par le département du Val-de-Marne vise ainsi à requalifier cet axe par la suppression d'une voie de circulation et la mise en place de cheminements adaptés et confortables pour les modes doux.

La subvention vise ainsi à réaliser les études de niveau PRO et les travaux sur la section comprise entre le pont du Cor de chasse et l'A86 sur les communes de Chevilly-Larue, Rungis, Thiais et Orly.

Par ailleurs, le projet RD7 ne fait pas l'objet d'études d'impacts car il n'est pas soumis à une procédure de déclaration d'utilité publique, et ne fait pas l'objet d'une évaluation environnementale. Cette dernière est encadrée par une liste de critères environnementaux (R122-2 du Code de l'environnement) dont l'analyse a montré que le projet n'est pas non plus concerné par la procédure dite « au cas par cas », et que les enjeux environnementaux sont faibles au sein ou à proximité de la zone d'étude.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :

Le financement du projet est assuré dans le cadre du Plan Route de demain, selon les clés de répartition suivantes :

- Région Ile-de-France : 30%
- Département du Val-de-Marne : 70%

Localisation géographique :

- CHEVILLY-LARUE
- RUNGIS
- THIAIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes	800 000,00	5,63%
Travaux	13 400 000,00	94,37%
Total	14 200 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	4 300 000,00	30,28%
Fonds propres	9 900 000,00	69,72%
Total	14 200 000,00	100,00%

DOSSIER N° 23006567 - ROUTE - DESSERTE DE LA BA217 (91)

Dispositif : Route de demain (n° 00001282)

Délibération Cadre : CR2022-021 du 19/05/2022

Imputation budgétaire : 908-843-204132-184002-200

Action : 18400201- Aménagement de voirie départementale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Route de demain	6 500 000,00 € HT	50,00 %	3 250 000,00 €
	Montant total de la subvention		3 250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ESSONNE
Adresse administrative : BOULEVARD DE FRANCE
91012 EVRY COURCOURONNES
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur FRANCOIS DUROVRAY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 21 septembre 2023 - 30 juin 2027

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Dans le cadre du développement d'une zone d'activités sur l'emprise de l'ancienne base aérienne BA 217 située sur la commune de Brétigny-sur-Orge, et de programmes immobiliers autour, il existe de fortes problématiques d'accessibilité et de desserte qui se renforcent. Aussi le Département de l'Essonne a-t-il proposé aux partenaires locaux un programme d'études permettant de préciser les aménagements viaires à réaliser.

Dans ce contexte, le département doit intervenir au niveau de la RD312 et de la bretelle RN104/RD117.

En ce qui concerne l'aménagement de la RD312, l'opération doit permettre :

- La poursuite de l'observatoire des trafics
- La conduite des études techniques et environnementales relatives aux carrefours RD19/RD312, RD312/Rue de la Fosse aux Loups, RD312/RD31 y compris création d'un nouveau giratoire reliant la Rue de Villeroy depuis la RD312
- Les travaux liés à l'ensemble de ces études

En ce qui concerne la bretelle RN104/RD117, l'opération doit permettre :

- Les études complémentaires (Trafic, environnement...) nécessaires au projet
- La réalisation des travaux de la voie de shunt ainsi que le réaménagement de la bretelle existante en fonction de la solution qui sera retenue.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :

Le financement du projet est assuré dans le cadre du Plan Route de demain, selon les clés de répartition suivantes :

- Région Ile-de-France : 50%
- Département de l'Essonne : 50%

Le montant des travaux est estimé à 6 500 000€ HT. La subvention régionale maximale est donc de 3 250 000€ (6 500 000 * 50%).

Localisation géographique :

- CC VAL D'ESSONNE
- CA COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION
- CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART (91-ESSONNE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes RD312	500 000,00	7,69%
Travaux RD312	5 000 000,00	76,92%
Etudes bretelle RN104/RD117	100 000,00	1,54%
Travaux bretelle RN104/RD117	900 000,00	13,85%
Total	6 500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	3 250 000,00	50,00%
Fonds propres	3 250 000,00	50,00%
Total	6 500 000,00	100,00%

DOSSIER N° 23006639 - ENVIRONNEMENT - ENROBES PHONIQUES RN6 A MONTGERON- CD91

Dispositif : Route de demain (n° 00001282)

Délibération Cadre : CR2022-021 du 19/05/2022

Imputation budgétaire : 908-843-204132-184002-200

Action : 18400201- Aménagement de voirie départementale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Route de demain	1 800 000,00 € HT	50,00 %	900 000,00 €
	Montant total de la subvention		900 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ESSONNE
Adresse administrative : BOULEVARD DE FRANCE
91012 EVRY COURCOURONNES
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur FRANCOIS DUROVRAY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 août 2023 - 30 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Dans la mesure où ces travaux engendrent une exploitation sous chantier très délicate, la période estivale est fléchée pour réaliser un maximum de travaux pour qu'ils soient réalisés dans les meilleures conditions de sécurité possible et pour générer le moins la circulation.

Description :

Le Département de l'Essonne est devenu gestionnaire de 10 km de RN6 en avril 2022, depuis la limite avec le Val-de-Marne au nord et jusqu'à l'échangeur complet de la Croix de Villeroy au niveau de la RD 33, au sud. Depuis, le Département s'affaire à remettre à niveau cet axe majeur de l'Est de l'Essonne.

Dans ce cadre, les études de chaussée conduites en 2022, montrent que l'axe présente un niveau de détérioration important, sur 92% de son itinéraire. De nombreuses zones de nids de poule et de dégradation par arrachement ou faïençage sont observables, sur cet axe majeur de l'Essonne. Des travaux de réparation rapide doivent donc être conduits pour sécuriser le réseau.

Par ailleurs, la zone pavillonnaire de Montgeron subit un bruit important lié au trafic sur le RN6. La nécessité de procéder à la réfection de la structure et du tapis en enrobé phonique a été vérifiée par des mesures de bruit et une étude de modélisation achevées en 2022.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs

engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :

Le dispositif de soutien régional à l'intégration environnementale du Réseau Routier d'Intérêt Régional (annexe 7 au Plan Route de Demain) subventionne, au titre de son article 2, la "réduction des externalités négatives de la route" en subventionnant des projets dont les enrobés phoniques. C'est à ce titre que le présent projet est éligible à une aide régionale.

Coût total de l'opération = 1 800 000€ HT.

Taux d'intervention = 50% des dépenses subventionnables, non plafonné.

Subvention régionale = 900 000 € (50% * 1 800 000€).

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	1 800 000,00	100,00%
Total	1 800 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	900 000,00	50,00%
Fonds propres	900 000,00	50,00%
Total	1 800 000,00	100,00%

DOSSIER N° 23006760 - ENVIRONNEMENT - ENROBES PHONIQUES RD311 ET RD928 A DEUIL-LA-BARRE - CD95 (95)

Dispositif : Route de demain (n° 00001282)

Délibération Cadre : CR2022-021 du 19/05/2022

Imputation budgétaire : 908-843-204132-184002-200

Action : 18400201- Aménagement de voirie départementale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Route de demain	257 914,00 € HT	50,00 %	128 957,00 €
Montant total de la subvention			128 957,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL D'OISE

Adresse administrative : 2 AV DU PARC
95032 CERGY

Statut Juridique : Département

Représentant : Madame Marie-Christine CAVECCHI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 21 septembre 2023 - 31 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le Département du Val d'Oise est engagé dans la politique de réduction des nuisances sonores et plus particulièrement du bruit routier.

Le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) a été approuvé par l'Assemblée départementale en date du 30 septembre 2022. Ce plan concerne la voirie départementale, qui supporte le passage d'environ 3 millions de véhicules par année.

Dans ce cadre, au travers du programme de rénovation et d'amélioration du réseau routier départemental, le Département prévoit la réalisation de réfection de couches de roulement en enrobés phoniques.

La présente subvention concerne deux tronçons de routes départementales à Deuil-la-Barre, identifiés dans le PPBE du Département :

- la RD311 du PR10+900 au PR11+250, soit un linéaire d'environ 300 m et une surface à traiter d'environ 2 300 m²,

- la RD928 du PR1+200 au PR1+700, soit un linéaire d'environ 500 m et une surface d'environ 5 100 m².

Ces deux routes départementales se situent en zone urbaine (présence d'habitats collectifs et individuels, établissement scolaire).

Ces opérations prévoient du fraisage d'enrobés, du reprofilage, la mise en oeuvre d'une couche de liaison en BBSG (Béton Bitumineux Semi-Grenu) ainsi que l'application d'un enrobé phonique de type BBTM (Béton Bitumineux Très Mince) et la signalisation horizontale en vigueur.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :

Le dispositif de soutien régional à l'intégration environnementale du Réseau Routier d'Intérêt Régional (annexe 7 du Plan Route de Demain) subventionne, au titre de son article 2, la "réduction des externalités négatives de la route" en subventionnant des projets dont les enrobés phoniques. C'est à ce titre que le présent projet est éligible à une aide régionale.

Coût total de l'opération = 257 914 € HT (93 608 € pour la RD311 + 164 306 € pour la RD928).

Taux d'intervention = 50% des dépenses subventionnables, non plafonné.

Subvention régionale = 128 957 € (50% * 257 914 €).

Localisation géographique :

- DEUIL-LA-BARRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Enrobés phoniques RD311	93 608,00	36,29%
Enrobés phoniques RD928	164 306,00	63,71%
Total	257 914,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	128 957,00	50,00%
Fonds propres	128 957,00	50,00%
Total	257 914,00	100,00%

DOSSIER N° EX075246 - SR - SECURISATION DE LA RD 136 A NOISEAU - CD94

Dispositif : Route de demain - Soutien relatif à la sécurité routière (investissement) (n° 00001279)

Délibération Cadre : CR2022-021 du 19/05/2022

Imputation budgétaire : 908-849-204132-184004-200

Action : 18400402- Aménagements de sécurité sur RD

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Route de demain - Soutien relatif à la sécurité routière (investissement)	220 000,00 € HT	50,00 %	110 000,00 €
Montant total de la subvention			110 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE
Adresse administrative : 21 AV DU GENERAL DE GAULLE
94011 CRETEIL
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Olivier CAPITANIO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 21 septembre 2023 - 30 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'opération a pour objectif de sécuriser les carrefours et traversées piétonnes sur la RD136 à Noiseau, situés dans une zone d'accumulation d'accidents corporels (15 accidents corporels entre 2017 et 2021).

Pour cela, le conseil départemental du Val-de-Marne souhaite créer 2 plateaux surélevés sur la RD136 au droit du 120 route de la Queue-en-Brie et du 60 avenue Pierre Mendès-France afin de :

- Ralentir les véhicules dans les 2 sens de circulation.
- Redonner plus d'espace aux piétons sur cet axe.
- Sécuriser efficacement la traversée piétonne.

Deux ans après la réalisation de l'aménagement, un bilan (accidentologie, V85...) avant/après sera réalisé par le Département.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Département, SNCF, RATP, Île-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra de disposer d'une vision d'ensemble

Détail du calcul de la subvention :

L'opération, visant à sécuriser les zones d'accumulation d'accidents répertoriées, où se sont produits au moins 5 accidents corporels sur une section de moins de 850m sur une période de 5 ans, est éligible au dispositif de soutien régional relatif à la sécurité routière, et plus particulièrement à l'article 2, " Actions portant sur l'infrastructure ", point 1 " les zones d'accumulation d'accidents répertoriées ".

Coût de l'opération (et base subventionnable) : 220 000 € HT

Taux de subvention : 50% sans plafond

Montant de la subvention régionale : 110 000 €

Localisation géographique :

- NOISEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	220 000,00	100,00%
Total	220 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	110 000,00	50,00%
Fonds propres	110 000,00	50,00%
Total	220 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX075499 - SR - OBSTACLES LATERAUX RN6 - CD91

Dispositif : Route de demain - Soutien relatif à la sécurité routière (investissement) (n° 00001279)

Délibération Cadre : CR2022-021 du 19/05/2022

Imputation budgétaire : 908-849-204132-184004-200

Action : 18400402- Aménagements de sécurité sur RD

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Route de demain - Soutien relatif à la sécurité routière (investissement)	400 000,00 € HT	50,00 %	200 000,00 €
Montant total de la subvention			200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ESSONNE
Adresse administrative : BOULEVARD DE FRANCE
91012 EVRY COURCOURONNES
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur FRANCOIS DUROVRAY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2023 - 30 novembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le Département de l'Essonne a fait part de l'urgence du traitement des obstacles latéraux pour sécuriser ces zones particulièrement dangereuses et réaliser un maximum de travaux dès Juin 2023.

Description :

Le département de l'Essonne est devenu gestionnaire de 10 km de RN 6 en avril 2022, depuis la limite avec le Val-de-Marne au nord et jusqu'à l'échangeur complet de la Croix de Villeroy au niveau de la RD 33, au sud. Depuis, le Département s'affaire à remettre à niveau cet axe majeur de l'Est de l'Essonne.

Pour contribuer à la requalification de la RN6, plusieurs actions sont en cours afin de la sécuriser, la moderniser et la remettre aux standards départementaux.

Dans ce cadre, le département de l'Essonne souhaite rapidement procéder à l'installation de dispositifs de retenue afin de :

- sécuriser le franchissement de la RN6 au niveau de la Route forestière à Montgeron. En effet à ce jour, les garde-corps en place ne correspondent pas aux normes de sécurité attendues et ne protègent plus des obstacles latéraux. Dès lors, l'installation de dispositifs de retenue de type BN5+ est nécessaire pour parer à une éventuelle sortie de route et diminuer la gravité des accidents liée à la présence des arbres.
- sécuriser le franchissement de 2 buses d'assainissement dont le débouché n'est pas protégé par des dispositifs de retenue. Dès lors la mise en place de glissières de sécurité s'impose pour maintenir les

usagers sur la route en cas de sortie de route et diminuer la gravité des accidents par une chute dans le fossé.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Département, SNCF, RATP, Île-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :

L'opération, visant à atténuer la gravité des accidents liés à la présence d'obstacles latéraux, est éligible au dispositif de soutien régional relatif à la sécurité routière, et plus particulièrement à l'article 2, " Actions portant sur l'infrastructure ", point 4 "atténuation de la gravité des accidents ».

Coût de l'opération (et base subventionnable) : 400 000 € HT.

Taux de subvention : 50% des dépenses subventionnables du projet dans la limite de 800 000 €.

Le plafond des dépenses subventionnables (800 000 €) n'est pas atteint.

Montant de la subvention régionale : 200 000 € (400 000 € x 50%).

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	400 000,00	100,00%
Total	400 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	200 000,00	50,00%
Fonds propres	200 000,00	50,00%
Total	400 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX074931 - SR - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS DE SECURITE ROUTIERE - NOISY LE GRAND (93)

Dispositif : Route de demain - Soutien relatif à la sécurité routière (investissement) (n° 00001279)

Délibération Cadre : CR2022-021 du 19/05/2022

Imputation budgétaire : 908-849-2041412-184004-200

Action : 18400403- Aménagements de sécurité sur voiries communales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Route de demain - Soutien relatif à la sécurité routière (investissement)	15 000,00 € HT	30,00 %	4 500,00 €
	Montant total de la subvention		4 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NOISY LE GRAND
Adresse administrative : PLACE DE LA LIBERATION
93160 NOISY LE GRAND
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Brigitte MARSIGNY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2023 - 30 septembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune prévoit de lancer des travaux dès le mois de Juillet. S'agissant d'une opération de sécurité, il est proposé un démarrage anticipé afin de répondre à l'urgence de l'intervention.

Description :

La Ville de Noisy-le-Grand souhaite développer sa stratégie de prévention autour de la sécurité routière. La Police Municipale de Noisy-le-Grand a, depuis 2020, recensé 302 accidents de voie publique. La Ville s'engage à multiplier les équipements de prévention routière notamment autour des grands axes sur lesquels les accidents routiers sont les plus fréquents et aux abords des EPLE. Pour cela, trois radars pédagogiques fixes seront installés, et deux radars pédagogiques mobiles seront déployés afin de diagnostiquer les créneaux horaires et les lieux les plus accidentogènes et favoriser l'opérationnalité de la brigade motorisée de la Police Municipale sur le territoire.

Détail du calcul de la subvention :

L'opération, vise à sécuriser les abords d'établissement recevant du public de catégorie 3, selon l'article 3 " Développement des actions visant à renforcer la sécurité des usagers les plus vulnérables et à limiter les comportements à risque " et le point 1 " La sécurisation des traversées de voies routières par les usagers les plus vulnérables aux abords immédiats des établissements recevant du public (ERP) ".

Coût de l'opération : 15 000 € HT
Taux de subvention : 30% sans plafond
Montant de la subvention régionale : 4 500 €

Localisation géographique :

- NOISY-LE-GRAND

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	15 000,00	100,00%
Total	15 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	4 500,00	30,00%
Fonds propres	10 500,00	70,00%
Total	15 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX075758 - SR - ACTION SENSIBILISATION SECURITE ROUTIER - CHARENTON LE PONT - FCT (94)

Dispositif : Route de demain - Soutien relatif à la sécurité routière (fonctionnement) (n° 00001278)

Délibération Cadre : CR2022-021 du 19/05/2022

Imputation budgétaire : 938-820-657341-182003-200

Action : 18200301- Etudes générales, expérimentations et innovations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Route de demain - Soutien relatif à la sécurité routière (fonctionnement)	3 000,00 € HT	30,00 %	900,00 €
Montant total de la subvention			900,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHARENTON LE PONT
Adresse administrative : 48 RUE DE PARIS
94225 CHARENTON LE PONT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur HERVE GICQUEL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 29 juin 2023 - 31 juillet 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé de cette action de sensibilisation à la sécurité routière est motivé par le fait que le public visé par cette formation est composé en partie d'élèves de lycées et d'étudiants et doit être réalisée avant leur départ en vacances.

Description :

Afin de poursuivre l'action municipale de prévention contre les accidents routiers sur le territoire communal, la ville de Charenton-le-Pont souhaite accompagner les jeunes après leur passage du permis de conduire par l'organisation d'une journée visant à les sensibiliser aux risques routiers, aux risques liés aux substances psychoactives, à savoir identifier les situations de risques et à adopter une conduite responsable et écologique. Cette formation est également étendue aux agents municipaux qui ont pour mission le transport de personnes.

Détail du calcul de la subvention :

L'opération visant à réaliser deux journées de sensibilisation aux enjeux de la sécurité routière auprès des publics sensibles (enfants et personnes âgées) est éligible au Dispositif de soutien régional relatif à la sécurité routière, et plus particulièrement à l'article 3, " Développement des actions visant à renforcer la sécurité des usagers les plus vulnérables et à limiter les comportements à risque ", point 2 " la sensibilisation et la formation du grand public aux enjeux de la sécurité routière ".

Coût de l'opération (et base subventionnable) : 3 000 € HT

Taux de subvention : 30% sans plafond

Montant de la subvention régionale : 900 €

Localisation géographique :

- CHARENTON-LE-PONT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
journée de sensibilisation	3 000,00	100,00%
Total	3 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	900,00	30,00%
Fonds propres	2 100,00	70,00%
Total	3 000,00	100,00%

Annexe 2 : Convention BA 217 (CD91)

Desserte secteur sud Francilienne BA217

Convention de financement relative aux études et travaux d'aménagement de la RD312 (Bondoufle/Le Plessis-Pâté) ainsi qu'aux études complémentaires et travaux de la bretelle RN104/RD117 à La Croix Blanche (Ste-Geneviève-des-bois)

2023

TABLE DES MATIERES

<u>1</u>	<u>OBJET DE LA CONVENTION</u>	<u>6</u>
1.1.	DEFINITION ET CONTENU DE L'OPERATION	7
1.2.	DELAIS DE REALISATION DES TRAVAUX	7
<u>2</u>	<u>CONTEXTE GENERAL</u>	<u>7</u>
2.1.	HISTORIQUE	7
2.1.1	AMENAGEMENT RD312	7
2.1.2	BRETELLE RN104/RD117	8
2.2.	OBJECTIFS DES PROJETS.....	9
2.2.1.	AMENAGEMENT RD312.....	9
2.2.2.	BRETELLE RN104/RD117	9
2.3.	CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DES PROJETS	10
2.3.1.	AMENAGEMENT RD312.....	10
2.3.2.	BRETELLE RN104/RD117	10
2.4.	COUT DU PROJET ET CONVENTIONS DE FINANCEMENTS PRECEDENTES	10
<u>3</u>	<u>ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES.....</u>	<u>11</u>
3.1.	LA MAITRISE D'OUVRAGE	11
3.1.1	IDENTIFICATION	11
3.1.2	ENGAGEMENTS	11
3.2.	LES FINANCEURS	11
3.2.1	IDENTIFICATION	11
3.2.2	ENGAGEMENTS	11
<u>4</u>	<u>MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT</u>	<u>12</u>
4.1.	ESTIMATION DU COUT DE L'OPERATION	12
4.2.	COUTS DETAILLES.....	12
4.3.	PLAN DE FINANCEMENT.....	12
4.4.	MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT	12
4.4.1	VERSEMENT D'ACOMPTE	12
4.4.2	VERSEMENT DU SOLDE	13
4.4.3	PAIEMENT.....	13
4.4.4	BENEFICIAIRE ET DOMICILIATION.....	14
4.5.	CADUCITE DE LA SUBVENTION REGIONALE	14
4.6.	COMPTABILITE DU MAITRE D'OUVRAGE	14
<u>5</u>	<u>GESTION DES ECARTS</u>	<u>15</u>
<u>6</u>	<u>MODALITES DE CONTROLE</u>	<u>15</u>
<u>7</u>	<u>ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION.....</u>	<u>15</u>

8	<u>COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE.....</u>	16
9	<u>DISPOSITIONS GENERALES.....</u>	16
9.1.	DATE D’EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION	16
9.2.	MODIFICATION DE LA CONVENTION.....	16
9.3.	REGLEMENT DES LITIGES.....	16
9.4.	RESILIATION DE LA CONVENTION	17
9.5.	QUALITE DE SERVICE SUR LE RESEAU ROUTIER D’INTERET REGIONAL	17
9.6.	MESURES D’ORDRE	18
	<u>ANNEXES.....</u>	20
	ANNEXE 1 : ÉCHEANCIER PREVISIONNEL DES DEPENSES ET DES APPELS DE FONDS ..	20
	ANNEXE 2 : CALENDRIER PREVISIONNEL	21
	ANNEXE 3 : DETAIL DU PROGRAMME	22

Entre,

- **La région Île-de-France**, représentée par la présidente du conseil régional, ou son délégataire, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par la délibération n° _____ de la commission permanente du conseil régional en date du _____,

Et,

- **Le département de l'Essonne**, représenté par le président du conseil départemental, ou son délégataire, ci-après désigné par « le Département » dûment mandaté par la délibération n° _____ de la commission permanente du conseil départemental en date du _____,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu la délibération n° CR 2022-021 du conseil régional d'Île-de-France du 19 mai 2022 approuvant le Plan régional « Route de demain » ;

Vu la délibération n° 2022-04-0015 du Conseil départemental en date du 23 mai 2022 approuvant le contrat cadre du plan régional « Route de demain » ;

Vu la délibération CP 2022-208 du 7 juillet 2022 approuvant le contrat cadre avec le département de l'Essonne pour la mise en œuvre du plan route de demain ;

Vu la délibération du conseil régional d'Île-de-France n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

Vu la délibération n° CP 2023-293 de la commission permanente du 21 septembre 2023 approuvant la présente convention ;

Il est convenu ce qui suit :

Définitions

Les parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes (études préalables de faisabilité, études environnementales, enquête publique, études d'avant-projet et projet, acquisitions foncières, travaux) permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle et à laquelle la présente convention fait référence.

« **Opération** » : désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.

1 OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer :

- d'une part, les conditions et modalités de financement des études et travaux liés à l'aménagement de la RD312 sur les communes de Bondoufle et Le Plessis-Pâté et aux études complémentaires et travaux de la bretelle RN104/RD117 à La Croix Blanche à Sainte-Geneviève-des-Bois;
- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi de ces études et travaux dans le respect du calendrier général de l'opération.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« Desserte secteur sud Francilienne – BA217 »

Dans cet objectif, la Région accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50% de la dépense maximale dont le montant est fixé à 6,5M € HT, soit un montant maximum de subvention de 3,25 M €.

1.1.Définition et contenu de l'opération

L'opération doit permettre en ce qui concerne l'aménagement de la RD312 :

- La poursuite de l'observatoire des trafics sur 3 ans,
- La conduite des études techniques et environnementales relatives aux carrefours RD19/RD312, RD312/Rue de la Fosse aux Loups (y compris carrefour provisoire lié à l'ouverture potentielle de l'offre de transports en commun en 2024), RD312/RD31 y compris création d'un nouveau giratoire reliant la Rue de Villeroy depuis la RD312
- Les travaux liés à l'ensemble de ces études

L'opération doit permettre en ce qui concerne la bretelle RN104/RD117 :

- Les études complémentaires (Trafic, environnement...) nécessaires au projet
- La réalisation des travaux de la voie de shunt ainsi que le réaménagement de la bretelle existante en fonction de la solution qui sera retenue.

L'annexe 3 détaille les enjeux et les principes d'aménagement.

1.2.Délais de réalisation des travaux

Le délai prévisionnel de l'opération est de 48 mois.

Le calendrier prévisionnel figure en Annexe 2 : Calendrier prévisionnel.

2 CONTEXTE GENERAL

2.1.Historique

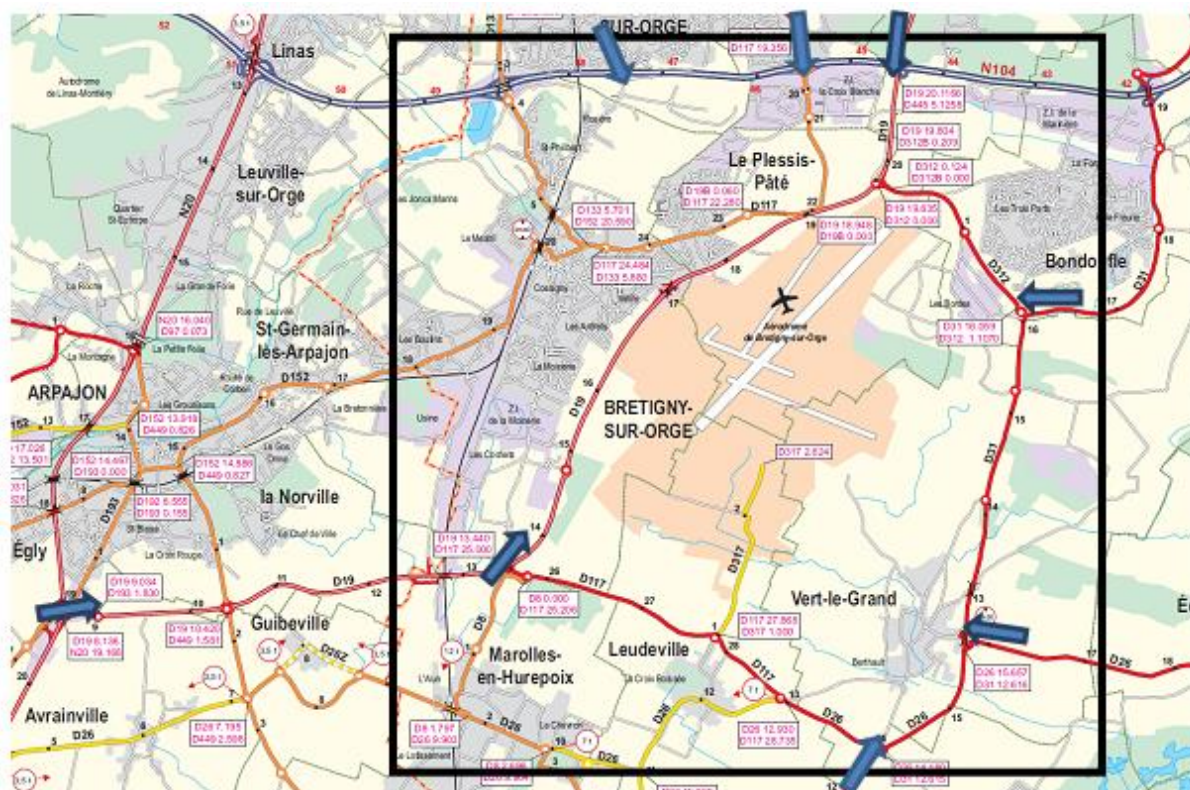
2.1.1 Aménagement RD312

L'aménagement du secteur sud Francilienne - BA217, porté par les intercommunalités (CdEA, GPS et CCVE) prévoit à court terme la réalisation de programmes immobiliers d'importance parmi lesquels on retiendra :

- Le nouveau quartier « Grand Parc Bondoufle » qui accueillera 2 200 logements, 60 000 m² d'activités et de 3 000 m² de commerces.
- Mitoyen de ce quartier, le Parc d'activités Val-Vert (plus de 200 000 m² de SHON d'activités commerciales et artisanales) développé par Cœur d'Essonne Agglomération, qui constituera une extension de la zone de la Croix Blanche.
- La reconversion de l'ex-base aérienne de Brétigny/Orge – également pilotée par Cœur d'Essonne Agglomération (CdEA), qui accueille depuis 2018 une première base logistique Amazon (250 000 m² de surface de plancher en 2 phases).

Afin d'anticiper les difficultés de circulation, le Département a proposé aux partenaires un programme d'études permettant, dès à présent, de préciser les aménagements viaires à réaliser et d'examiner leur faisabilité.

Ces programmes font craindre une saturation du réseau routier du secteur, en particulier les RD 312 et RD 19 jusqu'à la Francilienne et les infrastructures envisagées (en particulier la liaison routière Centre Essonne LCE) ne permettront pas à moyen terme, de compenser les augmentations de flux.



➡ Principaux points d'entrée du trafic routier

2.1.2 *Bretelle RN104/RD117*

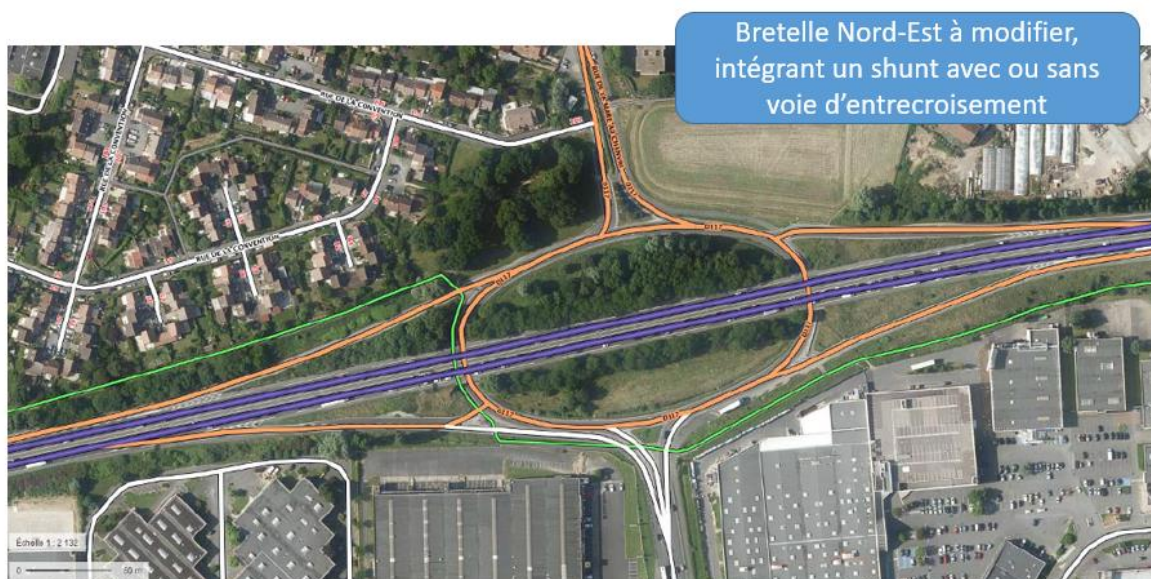
Le secteur du diffuseur n°40 sur la RN 104 est fortement congestionné aux heures de pointe du soir et du samedi après-midi. Ces dysfonctionnements occasionnent des remontées de file de nature à constituer une source d'insécurité pour les usagers de la Francilienne. Ces difficultés impactent également la RD 117 qui constitue l'accès sud au centre-bourg de Sainte-Geneviève-Des-Bois et l'accès à la zone d'activités de la Croix Blanche.

Les services de Cœur d'Essonne Agglomération (CdEA) se sont rapprochés de ceux du Département pour réaliser une étude technique en vue de la création de voies de shunt au droit du diffuseur n°40, en sortie de la RN 104 vers Sainte-Geneviève-des-Bois et en sortie de Ste-Geneviève vers la RN 104 Ouest.

Compte tenu de son expérience en matière de projets routiers complexes, le Département a proposé à CdEA, de piloter les études nécessaires à la mise en œuvre de ces deux voies de shunt au niveau de cet échangeur de la Francilienne.

Le Département assure donc la maîtrise d'ouvrage des études au sens de l'instruction technique relative aux modalités d'élaboration des opérations d'investissement et de

gestion sur le réseau routier national, afin de définir les conditions techniques et financières de réalisation de ce projet.



2.2.Objectifs des Projets

2.2.1. Aménagement RD312

Ces études et travaux s'inscrivent dans le cadre d'une démarche partenariale réunissant les Communautés d'Agglomération de Cœur d'Essonne et Grand Paris Sud, la Communauté de communes du Val d'Essonne et le Département de l'Essonne, avec le concours financier des autres EPCI, de l'Etat et de la Région Ile-de-France.

Les études et travaux proposés ont pour ambition d'envisager une adaptation du réseau routier départemental, notamment sur la section de la RD312 entre RD19 et RD31. Ces aménagements sont rendus nécessaires par le développement du secteur Sud Francilienne au niveau de la BA217. L'offre de transport doit également inclure la création de nouvelles lignes de transports en commun, condition indispensable au bon fonctionnement du projet.

2.2.2. Bretelle RN104/RD117

Le projet intéresse particulièrement Cœur d'Essonne agglomération. Le développement des projets de Liaison Centre-Essonne et de la ZAC Valvert, vont générer des flux supplémentaires sur le diffuseur n°40 déjà fortement sollicité aux heures de pointe du soir et du samedi après-midi. Un aménagement est donc attendu à court terme pour répondre aux besoins de développement du secteur.

Cet aménagement nécessaire pour décongestionner la sortie de la RN 104 vers la RD 117, propose également une réponse sécuritaire à une situation particulièrement accidentogène de remontée de files sur la Francilienne.

Le Département porte la maîtrise d'ouvrage des études de ce projet.

2.3.Caractéristiques principales des Projets

2.3.1. Aménagement RD312

Au stade de l'étude de faisabilité, la solution peut être décomposée comme suit :

- ▶ La création d'un carrefour type giratoire à 4 branches avec un système de priorité aux bus, au niveau de l'entrée nord de la BA 217, à créer au droit de l'actuelle rue de la Fosse aux Loups au Plessis Pâté. Afin de répondre à l'offre nouvelle de transports en commun par la porte Nord, potentiellement mise en place dès 2024, le Département pourra être amené à réaliser un carrefour provisoire (giratoire, à feux tricolores, ...).
- ▶ Le remodelage du carrefour giratoire existant entre la RD 312 et la RD 31 afin de fluidifier les échanges.
- ▶ La création d'une piste cyclable sur tout le linéaire de la RD 312, plutôt en rive nord de l'axe (foncier plus facile à maîtriser).
- ▶ Le doublement de la RD 312 en amorce des carrefours notamment pour fluidifier les échanges. Cela intègre ce principe au niveau de son raccordement à la RD 19.

Dans le cadre de ce projet, il est proposé de mettre en place un cheminement cyclable le long de la RD312. Cette liaison s'établirait du nord, au niveau du nouveau carrefour giratoire à feux, au sud, au niveau du rond-point Vert le Grand.

Plusieurs itinéraires sont à l'étude :

- ▶ Un itinéraire en site propre avec réemploi de chemins existants ;
- ▶ Un itinéraire neuf en bordure de l'infrastructure ;
- ▶ Un itinéraire par pistes ou bandes cyclables unidirectionnelles.

2.3.2. Bretelle RN104/RD117

Au stade AVP, la présente opération porte sur l'ensemble des aménagements suivants :

La Création de 2 voies de shunt aux quadrants Nord-Ouest et Nord-Est du diffuseur n°40 de la RN104, dite la Francilienne ; ces voies de shunt doivent permettre une connexion directe entre la RN104 et la RD117 tout en évitant le giratoire existant du diffuseur,

La mise aux normes et l'adaptation de l'ensemble des voiries impactées directement par les aménagements précités :

- o Bretelle d'entrée Nord-Ouest de l'échangeur n°39b de la RN104,
- o Bretelle de sortie Nord-Est du diffuseur n°40 de la RN104,
- o Création d'une voie d'entrecroisement entre les deux bretelles précitées sur la RN104 en direction de Bordeaux,
- o Bretelle d'entrée Nord-Ouest du diffuseur n°40 de la RN104,
- o Réaménagement de la RD117 entre le diffuseur n°40 de la RN104 et la rue de Liers,
- o Adaptations ponctuelles du giratoire de l'échangeur n°40 de la RN104 (voirie et cheminements modes actifs).

2.4.Coût du projet et conventions de financements précédentes

Le projet a été estimé initialement à 6,5M € HT.

Dans le cadre du Plan anti-bouchon de 2019, deux conventions ont été conclues entre les parties :

D'une part, une convention de financement, qui visait à financer l'observatoire des trafics, les études de faisabilité des carrefours RD19/RD312 ainsi que la régulation du carrefour giratoire Amazon. Cette convention, d'un montant total de 530 K€, était couverte par la Région pour 25% soit une subvention régionale de 132,5 K€, par le Département à hauteur de 25%, soit 132,5 K€, par les EPCI et l'Etat pour les 50% restants.

D'autre part une convention de financement qui visait à financer les études AVP et PRO de la bretelle RN104/RD117. Cette convention, d'un montant total de 170 K€, était couverte par la Région pour 33% soit une subvention régionale de 56,1 K€, et par le Département à hauteur de 67%, soit 113,9 K€.

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1. La maîtrise d'ouvrage

3.1.1 Identification

Le Département est désigné maître d'ouvrage de l'opération dont le contenu est décrit à l'article 1.1 de la présente convention.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément au Livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique.

3.1.2 Engagements

Le Département s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité l'opération dont le contenu est précisé dans l'article 1.1 et les caractéristiques sont précisées dans l'article 2.3, en respectant le coût et le calendrier prévisionnel indiqués respectivement dans l'article 4 et dans l'Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de la présente convention. Le calendrier d'opération peut faire l'objet d'adaptations après présentation au comité des financeurs.

Le Département s'engage à informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relative à l'objet de cette dernière.

Le Département s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

3.2. Les financeurs

3.2.1 Identification

Le financement de l'opération est assuré dans le cadre du Plan régional « Route de demain », pour un montant maximum de 6 500 000 € HT selon les clés de répartition suivantes :

- Région Île-de-France : 50%, soit 3 250 000 €,
- Département de l'Essonne : 50 %, soit 3 250 000 €.

3.2.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires pour la réalisation de l'opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 3.1.1, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'Annexe 2 : Calendrier prévisionnel

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1.Estimation du coût de l'Opération

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à 6,5M € HT, non actualisable et non révisable.

4.2.Coûts détaillés

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du Projet :

Postes de dépenses	Montant (€ courants)
Etudes diverses (Trafic, AVP, PRO, environnement) sur RD312	0,5M €
Travaux sur RD312	5M €
Etudes complémentaires (Trafic, environnement) sur RN104/RD117	0,1M €
Travaux Bretelle RN104/RD117	0,9M €
TOTAL en €	6,5 M €

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles et dans le respect de l'enveloppe globale, après information de la région Île-de-France.

4.3.Plan de financement

Montant € HT et %			
MOA	Région	Département	Total
Département	3,25 M€	3,25 M€	6,5 M€
	50%	50%	100%

4.4.Modalités de versement des crédits de paiement

4.4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par la Région au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le Département.

L'Annexe 1 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du Département.

Le Comité des financeurs est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

Pour les études et travaux, objet de la présente convention, le Département transmettra à la Région une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention

de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

- le montant des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- un état récapitulatif des paiements précisant notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme ;
- l'état d'avancement des travaux ;

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du Département. La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région au Département est plafonné à 80% du montant total des subventions dues par la Région avant le versement du solde.

4.4.2 Versement du solde

Les demandes de solde adressées à la Région Ile-de-France devront respecter les obligations définies à l'article 25 du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France. Toute demande de solde est ferme et définitive.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Après achèvement des travaux couverts par la présente convention, le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire :

- des documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.4.1 ;
- un rapport de présentation « d'avancement de chantier » indiquant le descriptif des réalisations effectuées et justifiant les actions qui n'auraient pas été réalisées au moment du solde financier de la présente convention ;
- du bilan financier de l'Opération, comprenant le relevé final des dépenses et des recettes réalisées signé par le comptable public.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

La demande est complétée d'un état récapitulatif des paiements, daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention, qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ainsi que la date de mise en service de l'immobilisation financée par la Région.

Le bénéficiaire s'engage à signaler toute modification concernant la durée d'amortissement du bien financé communiquée initialement aux services de la Région.

4.4.3 Paiement

Le mandatement de la Région est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

4.4.4 Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du Département aux coordonnées suivantes :

Bénéficiaire	Etablissement Agence	Code établissement	Code guichet	N° de compte	Clé RIB	IBAN
Département de l'Essonne	Banque de France à EVRY	30001	00312	C9110000000	19	FR 54 3000 1003 12C9 1100 0000 019

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service
Région Ile- de-France	2 rue Simone Veil 93 400 SAINT- OUEN	Pôle Finances Direction de la comptabilité cellulenumerationdirectiondelacomptabilite@iledefrance.fr

4.5. Caducité de la subvention régionale

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Si l'Opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de Projet, celle-ci demeure donc valable jusqu'à l'achèvement de l'Opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'Opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6.Comptabilité du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses liées à l'opération réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement la Région de toutes autres participations financières lui étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

5 GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention constitue un plafond. Tout dépassement de ce montant est pris en charge par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total de la base subventionnable initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux, ou du barème unitaire, indiqué à l'article 4.3 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

En cas d'écart avec le montant visé à l'article 4.1, la Région est informée lors du Comité de suivi.

6 MODALITES DE CONTROLE

La Région peut faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION

La gouvernance du projet s'articule autour d'un comité de suivi dont la composition et l'objet sont décrits ci-dessous.

Le comité de suivi est convoqué par le maître d'ouvrage. Il réunit le maître d'ouvrage et les financeurs autant que besoin, mais au moins une fois par an. Les membres étant convoqués avec un préavis minimum de quinze (15) jours et les éléments étant envoyés au moins sept (7) jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Le comité de suivi est le cadre privilégié permettant de suivre le déroulement technique, administratif et financier du projet et d'échanger sur la communication relative au projet.

Le compte rendu de chaque comité de suivi est rédigé et transmis par le maître d'ouvrage.

Pendant toute la durée de validité de la convention, le maître d'ouvrage s'engage à informer les financeurs, sans délai :

- de toutes évolutions significatives dans les perspectives prévisionnelles de l'appel de fond sur l'exercice en cours ;
- en cas de difficultés ayant une incidence financière, calendaire et/ou programmatique.

Le maître d'ouvrage s'engage également à inviter les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières de l'Opération.

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

La communication institutionnelle de l'Opération est suivie par le Comité des financeurs

Cette communication est partagée et validée par le MOA et les financeurs dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeur(s), maître d'ouvrage ;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

Le Département autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

9 DISPOSITIONS GENERALES

9.1.Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa date de signature par la dernière des parties.

Conformément aux dispositions de l'article 17 de son Règlement budgétaire et financier, la date de prise en compte des dépenses par la Région court à compter du vote de la délibération d'attribution de la subvention ou de la date indiquée par la délibération, si elle est différente.

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 3.1.2 et 6, elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 9.4, soit après le paiement du solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités des articles 4.4.2 et 5, ou à défaut par application des règles de caducité figurant à l'article 4.5 de la présente convention.

9.2.Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

9.3.Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déferés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

9.4. Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'Opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. À cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire de la subvention.

9.5. Qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional

Comme indiqué dans le contrat-cadre signé avec le département de l'Essonne dans le cadre du Plan régional « Route de demain », l'engagement financier de la Région sur la présente opération est indissociable d'un engagement partenarial du Département sur les trois volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional ;
- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé ;
- déploiement d'un programme d'expérimentations et d'innovations portant sur les thématiques déclinées en annexe 2 de la présente convention, et susceptible d'être cofinancé par la Région en vertu de la délibération n° CR 2022-021, approuvant le plan « route de demain ».

Le Département, par la présente convention, prend acte de ces objectifs et s'engage à prévoir un budget de fonctionnement suffisant pour les mettre en œuvre.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de

progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), la Région se réserve le droit de suspendre le versement de la présente convention.

9.6.Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

ANNEXES

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds

Échéancier prévisionnel des dépenses du MOA (CD91) (en euros HT)

	Année				TOTAL
	2024	2025	2026	2027	6,5 M€
CD91	1,7M€	2,8M€	0,7M€	1,3M€	

Échéancier prévisionnel des appels de fonds auprès de la Région (en euros HT)

	Année				TOTAL
	2024	2025	2026	2027	3,25 M€
Région Ile-de-France	0,85 M€	1,4 M€	0,35 M€	0,65M€	

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel

Projet/Missions	2024	2025	2026	2027
RD312				
Etudes diverses				
Etudes AVP				
Etudes PRO				
Travaux				
RN104/RD117				
Etudes complémentaires				
Travaux				

Annexe 3 : Détail du programme

Aménagement RD312

Poursuite de l'observatoire des trafics :

Les études de trafic à l'horizon 2025-2035 permettent de mettre en évidence que le secteur Sud Francilienne et notamment la RD312 vont subir une hausse de trafic importante due au développement économique de la BA217.

Les résultats de l'observatoire menée depuis 2019 montrent cependant une relative stabilité du trafic sur le secteur autour de la BA217. Il a été convenu lors du comité technique du 01 Décembre 2022 de poursuivre l'observatoire afin d'affiner les résultats, car l'observatoire a traversé la période COVID et que les déplacements peuvent avoir évolué depuis la fin de la période.

Conduite des études techniques et environnementales relatives aux carrefours RD19/RD312, RD312/Rue de la Fosse aux Loups, RD312/RD31 y compris création d'un nouveau giratoire reliant la Rue de Villeroy depuis la RD312 :

Les études de faisabilité menées à ce jour permettent de définir un ensemble de travaux à réaliser, présenté à l'article 2.3.1. de la présente convention.

Les prochaines études au stade AVP puis PRO permettront de préciser les caractéristiques géométriques des ouvrages. Les procédures réglementaires retenues pour le projet doivent également être précisées. A ce stade, on peut déjà penser à la nécessité de réaliser un dossier loi sur l'eau, une demande de défrichement, la mise en compatibilité du PLU, les compensations agricoles, le diagnostic Zone Humide et Faune-Flore.

Des études complémentaires seront également nécessaires comme les études géotechniques, le dévoiement des réseaux concessionnaires, ...

Les travaux liés à l'ensemble de ces études :

Dans un second temps et au vu des résultats des études, les travaux de réalisation et d'adaptation des différents carrefours permettront à la RD312 de répondre aux exigences de trafic futur.

Des doubléments de voies en approche des carrefours, la création de nouveau giratoire, la réalisation d'une piste cyclable dédiée, l'adaptation des carrefours aux transports en commun sont autant de nouveaux aménagements qui modifieront le secteur à l'horizon 2027.

Bretelle RN104/RD117

Les études complémentaires (Trafic, environnement...) nécessaires au projet :

Les études d'opportunité et AVP menées par le bureau d'études IRIS Conseil ont permis de la transmission d'un dossier complet aux services de l'Etat pour instruction. Un certain nombre de questions a été relevé et des études complémentaires notamment au niveau trafic et géométriques restent à mener.

La première convention de 2019 couvrait les études AVP et PRO, non finalisées à ce jour du fait des échanges avec les services instructeurs. Les modifications de tracé peuvent également avoir un impact environnemental plus important que prévu. Le choix final de la

solution qui sera retenue pourra porter le projet devant les services instructeurs de l'Etat (Environnement, eau...).

La réalisation des travaux de la voie de shunt ainsi que le réaménagement de la bretelle existante en fonction de la solution qui sera retenue :

Les études se poursuivent sur l'année 2023 et 2024 afin de régler les interrogations en suspens. Cependant, nous prévoyons après avoir choisi la solution la plus intéressante pour la collectivité, un lancement des travaux dès 2024 pour une réception fin 2025, début 2026.

Ces travaux intégreront à minima une voie de shunt permettant aux usagers de relier directement la RN104 à la RD117 Nord sans passer par le giratoire de la Croix Blanche. Selon le choix retenu, une voie d'entrecroisement pourra également être aménagée entre l'échangeur 39 et l'échangeur 40.

Des aménagements complémentaires sont également au programme comme la création de circulation douce, la fermeture d'un tourne-à-gauche depuis la RD117.

Annexe 3 : Convention RD7 (CD94)

Requalification de la RD7

Convention de financement relative aux études PRO
et travaux du pont du Cor de chasse jusqu'à l'A86

2023

TABLE DES MATIERES

0	PREAMBULE	5
1	OBJET DE LA CONVENTION	5
1.1	Définition et contenu de l'opération.....	5
1.2	Délais de réalisation des études et travaux.....	6
2	CONTEXTE GENERAL DU PROJET	6
2.1	Historique	6
2.2	Objectifs du projet	6
2.3	Caractéristiques principales	7
3	ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES.....	7
3.1	La maîtrise d'ouvrage	7
3.2	Les financeurs	7
4	MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT	8
4.1	Estimation du coût de l'opération.....	8
4.2	Coûts détaillés	8
4.3	Plan de financement	8
4.4	Modalités de versement des crédits de paiement	9
4.5	Caducité de la subvention régionale	10
4.6	Comptabilité du maître d'ouvrage	11
5	GESTION DES ECARTS	11
6	MODALITES DE CONTROLE	11
7	ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION	11
8	COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE	12
9	DISPOSITIONS GENERALES	12
9.1	Date d'effet et durée de la convention	12
9.2	Modification de la convention	12
9.3	Règlement des litiges	13
9.4	Résiliation de la convention	13
9.5	Qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional	13
9.6	Mesures d'ordre	14
10	ANNEXES.....	16
	Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des appels de fonds	17
	Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération	18
	Annexe 3 : Carte de localisation du projet RD7	19

Entre,

- **La région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du conseil régional, ou son délégataire, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par la délibération n° _____ de la commission permanente du conseil régional d'Ile-de-France en date du _____,
- **Le département du Val-de-Marne**, représenté par le Président du conseil départemental, ou son délégataire, ci-après désigné par « le Département » dûment mandaté par la délibération n° _____ de la commission permanente du conseil départemental du Val-de-Marne en date du _____,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu la délibération n° CR 2022-021 du conseil régional d'Île-de-France du 19 mai 2022 approuvant le Plan régional « Route de demain » ;

Vu la délibération n° CP 2022-316 de la commission permanente du 23 septembre 2022 approuvant le contrat cadre du plan régional « Route de demain » ;

Vu la délibération n° 2022-15-21 du 14 novembre 2022, autorisant Monsieur Olivier Capitanio, Président du conseil départemental du Val-de-Marne, à représenter le département du Val-de-Marne.

Vu la délibération du conseil régional d'Île-de-France n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

Vu la signature du Président du conseil départemental du Val-de-Marne du 31 mars 2023 approuvant le contrat cadre du plan régional « Route de demain » ;

Vu la délibération n° CP 2023-293 de la commission permanente régionale du 21 septembre 2023 approuvant la présente convention ;

Il est convenu ce qui suit :

0 PREAMBULE

Le contrat-cadre pour la mise en œuvre du Plan régional « Route de demain » passé entre le département du Val-de-Marne et la région Île-de-France prévoit une enveloppe globale de 14,2 millions d'euros pour l'opération « RD7 ».

La présente convention porte sur la réalisation d'études de niveau PRO et de travaux pour la requalification de la Route Départementale 7 sur la section comprise entre le pont du Cor de chasse et le carrefour du trèfle nord de l'A86.

Pour rappel, une subvention d'un montant de 2 100 000 € avait été accordée au Département du Val-de-Marne dans le cadre du précédent Plan régional « anti-bouchon ». Elle devait financer la réalisation d'études AVP et PRO, ainsi que de travaux anticipés, sur la section située au nord du pont du Cor de chasse.

Définitions

Les Parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes (études préalables de faisabilité, études environnementales, enquête publique, études d'avant-projet, acquisitions foncières, travaux...) permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle et à laquelle la présente convention fait référence.

« **Opération** » : désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.

1 OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer :

- d'une part, les conditions et modalités de financement des études et travaux ;
- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi de l'opération dans le respect du calendrier général du projet.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« RD7 – Etudes PRO et travaux du pont du Cor de chasse jusqu'au carrefour du trèfle nord de l'A86 »

Dans le cadre de la présente convention, la Région accorde au Département une subvention correspondant à 30% du coût des études PRO et des travaux, dont le montant prévisionnel s'élève à 14 200 000 € HT, soit un montant maximum de subvention de 4 300 000 €.

1.1 Définition et contenu de l'opération

Le projet de requalification de la RD7 consiste à transformer la voie rapide existante sur les communes de Chevilly-Larue, Thiais et Rungis, en boulevard urbain intégrant des circulations confortables pour les modes actifs.

Les simulations de trafic réalisées par le Département à horizon 2030 ont montré que cette requalification de la RD7 engendrerait une diminution de 2000 UVP/h sur l'axe par rapport à la situation au fil de l'eau, permettant par conséquent une circulation plus fluide pour les usagers. Les simulations ont également mis en avant une réduction des trafics sur l'A86 voisine.

Le contenu de l'opération objet de la présente convention est le suivant :

- Réalisation des études de niveau PRO sur la section comprise entre le pont du Cor de chasse et le carrefour du trèfle nord de l'A86
- Réalisation de travaux sur la section comprise entre le pont du Cor de Chasse et le carrefour du trèfle nord de l'A86

Le plan de situation se trouve en Annexe 3.

1.2 Délais de réalisation des études et travaux

Le délai prévisionnel de réalisation des études et travaux est d'environ 48 mois.

Le calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération figure en Annexe 2.

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET

2.1 Historique

La RD7 est l'un des trois axes structurants du sud francilien. Composante de l'axe historique RD7-RN7 qui traverse le Val-de-Marne et l'Essonne en nord-sud au niveau du pôle d'emploi d'Orly-Rungis (135 000 emplois), elle est partie prenante du Réseau routier d'Intérêt Régional (RRIR).

La RD7 a été requalifiée sur 6 km entre la Porte d'Italie et l'esplanade du cimetière de Thiais, notamment dans le cadre de l'implantation du tramway T7. Dans le pôle d'Orly, cet axe est actuellement classé voie express et est aménagé en voie rapide avec des bretelles d'entrée et de sortie.

Le pôle d'Orly est caractérisé par de nombreuses coupures urbaines, causées à la fois par des infrastructures de transport (autoroutes, voies ferrées) et de grands équipements métropolitains (Marché d'intérêt national de Rungis, cimetière de Thiais, centre commercial Belle Epine, plateformes logistiques).

Le prolongement de la ligne 14 prévu à horizon 2024 s'accompagnera de projets urbains nombreux et variés qui vont fortement faire évoluer le pôle d'Orly, tout en conservant son rôle de bassin d'emploi tourné vers la logistique.

2.2 Objectifs du projet

Les principaux objectifs du projet sont :

1. D'améliorer les conditions de trafic par rapport à une situation où la RD7 ne serait pas réaménagée, ce qui sera profitable pour les employés et futurs résidents du

pôle d'Orly-Rungis, en évitant l'embolie que générerait l'absence d'intervention dans ce secteur ;

2. De permettre l'accueil de nouveaux usagers (piétons, cycles) ;
3. De créer des espaces publics permettant de jouer un rôle de liaison sur un territoire aujourd'hui marqué par les coupures urbaines ;
4. De simplifier la lecture des espaces et des cheminements pour tous, alors que les usagers seront plus nombreux et plus diversifiés (piétons, cyclistes, véhicules particuliers, deux-roues motorisés, bus, poids-lourds...) ;
5. De changer l'image de l'axe et de créer une identité urbaine qui pourra s'adapter aux mutations en rive ;
6. D'assurer, à terme, les liaisons Est-Ouest et ainsi améliorer la desserte du pôle d'Orly.

2.3 Caractéristiques principales

Les principes du programme d'aménagement comprennent la réduction du nombre de voies de circulation actuelles (passage d'une chaussée à 2x3 voies à une chaussée à 2x2 voies), la réalisation de trottoirs et pistes cyclables larges, ainsi que des aménagements paysagers.

Les intersections avec les voies existantes et à créer seront aménagées sous forme de carrefour à feux. Des places de stationnement pourront être aménagées selon les besoins, le long de l'axe.

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1 La maîtrise d'ouvrage

Identification

Le département du Val-de-Marne est désigné maître d'ouvrage de l'opération dont le contenu est décrit à l'article 1.1 de la présente convention.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément au Livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique.

Engagements du Département

Le Département s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité l'opération dont le contenu est précisé dans l'article 1.1, en respectant le coût et le calendrier prévisionnel indiqué respectivement dans l'article 4.1 et dans l'Annexe 2 de la présente convention.

Le calendrier de l'opération peut faire l'objet d'adaptations après présentation au comité de suivi, défini à l'article 7 de la présente convention.

Le Département s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur.

3.2 Les financeurs

Identification

Le financement des études et travaux objets du présent périmètre conventionnel est assuré dans le cadre du « plan route de demain », selon les clés de répartition suivantes :

- Région Ile-de-France : 30%
- Département du Val-de-Marne : 70%

Le Département du Val-de-Marne peut rechercher de nouveaux partenaires financeurs sans toutefois dépasser les 50% (20% minimum de reste à charge) et en informant la Région.

Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement de la Région à mettre en place les financements nécessaires pour la réalisation de l'opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 3.1, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention.

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1 Estimation du coût de l'opération

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à 14 200 000 HT en euros, non actualisable et non révisable.

4.2 Coûts détaillés

Le Département fournit une estimation en euros HT des postes nécessaires pour mener à bien le projet :

Postes de dépenses	Montant en € HT
Etudes PRO sur la section entre le pont du Cor de chasse et le carrefour du trèfle nord de l'A86	800 000 €
Travaux sur la section entre le pont du Cor de chasse et le carrefour du trèfle nord de l'A86	13 400 000 €
TOTAL en € HT	14 200 000 € HT

4.3 Plan de financement

Montant € HT et %			
Financeurs :	Région	Département du Val de Marne	Total
Maîtrise d'ouvrage : département du Val-de-Marne	4 300 000 €	9 900 000 €	14 200 000 €
	30%	70%	100%

4.4 Modalités de versement des crédits de paiement

Versement d'acomptes

Le Département peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention. L'Annexe 1 indique l'échéancier prévisionnel des appels de fonds du Département.

Le comité de suivi est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

Pour les prestations, objet de la présente convention, le Département transmettra à la Région une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

- le montant des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le Département indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date d'acquittement et le montant des factures acquittées ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;
- l'état d'avancement de l'opération.

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du Département ou son directeur financier. Le cumul des acomptes et des avances ne peut excéder 80 % du montant de la subvention.

Versement du solde

Les demandes de solde adressées à la Région Ile-de-France devront respecter les obligations définies à l'article 25 du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France. Toute demande de solde est ferme et définitive.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de la subvention de l'achèvement et du paiement complet de l'opération, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Après achèvement de l'opération couverte par la présente convention, le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire :

- des documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.4 ;
- un rapport de présentation « d'avancement de chantier » indiquant le descriptif des réalisations effectuées et justifiant les actions qui n'auraient pas été réalisées au moment du solde financier de la présente convention ;
- du bilan financier de l'opération, comprenant le relevé final des dépenses et des recettes réalisées, signé par le comptable public.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

La demande est complétée d'un état récapitulatif des paiements, daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention, qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du

fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ainsi que la date de mise en service de l'immobilisation financée par la Région.

Le bénéficiaire s'engage à signaler toute modification concernant la durée d'amortissement du bien financé communiquée initialement aux services de la Région.

Païement

Le mandatement de la Région est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du Département aux coordonnées suivantes :

Bénéficiaire	Etablissement Agence	Code établissement	Code guichet	N° de compte	Clé RIB
Département du Val-de-Marne	Paierie Départementale du Val-de-Marne	30001	00907	D9400000000	49
IBAN	FR05 3000 1009 07D9 4000 0000 49				

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service	Adresse mail du service pour envoi des documents
Région Ile-de- France	2 rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN	Pôle Finances Direction de la comptabilité	cellulenumerationdirectiondelacomptabilite@iledefrance.fr

4.5 Caducité de la subvention régionale

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un (1) an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre (4) années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Si l'opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet, celle-ci demeure donc valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6 Comptabilité du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres au projet réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement la Région de toutes autres participations financières lui étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

5 GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention constitue un plafond. Tout dépassement de ce montant est pris en charge par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux de 30% indiqué à l'article 4.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au financeur en cas de trop perçu.

En cas d'écart avec le montant visé à l'article 4.1, la Région est informée lors du comité de suivi.

6 MODALITES DE CONTROLE

La Région peut faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération subventionnée.

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION

La gouvernance de l'opération s'articule autour d'un comité de suivi, dont la composition et l'objet sont décrits ci-dessous.

Le Comité de suivi est convoqué par le maître d'ouvrage. Il réunit le maître d'ouvrage et les financeurs autant que besoin, mais au moins à la fin de chaque étape-clé de l'opération et une fois par an. Les membres sont convoqués avec un préavis minimum d'un mois et les éléments sont envoyés au moins sept (7) jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Le Comité de suivi est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments techniques, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'opération ;
- de valider les choix techniques ayant un impact financier et calendaire si nécessaire ;
- de suivre le déroulement technique, administratif et financier du projet ;
- d'échanger sur la communication relative au projet : la stratégie et le plan de communication, la mise en œuvre des actions de communication.

Le compte rendu de chaque Comité de suivi est rédigé et transmis par le maître d'ouvrage pour avis avant envoi officiel.

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

La communication institutionnelle de l'opération est suivie par le comité de suivi.

Cette communication est partagée et validée par le Département et la Région dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeur, maître d'ouvrage ;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

Le Département autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, ...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

9 DISPOSITIONS GENERALES

9.1 Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa date de signature par la dernière des parties.

Conformément aux dispositions de l'article 17 de son Règlement budgétaire et financier, la date de prise en compte des dépenses par la Région court à compter du vote de la délibération d'attribution de la subvention ou de la date indiquée par la délibération, si elle est différente.

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 1.2 et 6, elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 9.4, soit après le paiement du solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités des articles 4.4.2 et 5, ou à défaut par application des règles de caducité figurant à l'article 4.5 de la présente convention.

9.2 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation, mentionnées à l'article 4.4 ci-avant et qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et l'autre Partie signataire de la présente convention.

9.3 Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties ne pouvant recevoir de solution amiable sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

9.4 Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, à compter de la date de réception de la décision (expédiée en recommandé avec accusé de réception) par l'autre partie.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si, dans ce délai, les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, le financeur s'engage à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire de la subvention.

9.5 Qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional

Comme indiqué dans le contrat-cadre signée avec le département du Val-de-Marne dans le cadre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, l'engagement financier de la Région sur la présente opération est indissociable d'un engagement partenarial du Département sur les volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional, tel que défini dans le contrat-cadre ;
- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé.

Le Département, par la présente convention, prend acte de ces objectifs et s'engage à prévoir un budget de fonctionnement suffisant pour les mettre en œuvre.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), la Région se réserve le droit de suspendre le versement de la subvention objet de la présente convention.

9.6 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le _____.

<p>Pour le département du Val-de-Marne,</p> <p>Olivier CAPITANIO Président du conseil départemental du Val de Marne</p>	<p>Pour la région Ile-de-France,</p> <p>Valérie PECRESSE Présidente du conseil régional d'Ile- de-France</p>
--	---

10 ANNEXES

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des appels de fonds

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération

Annexe 3 : Carte de localisation du projet RD7

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des appels de fonds

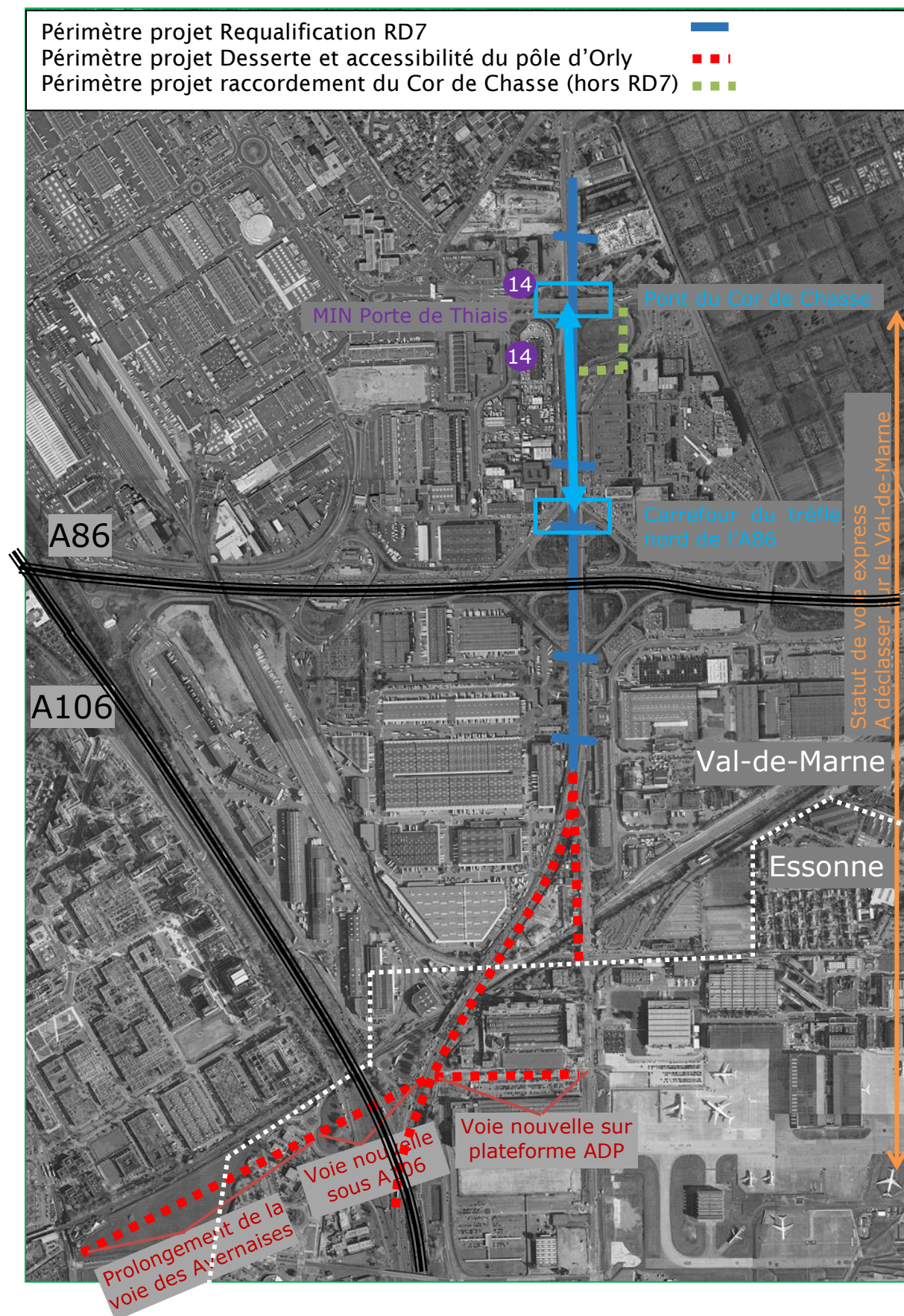
En €	Année				Total
	2024	2025	2026	2027	
Région Ile-de- France	150 000 €	150 000 €	2 000 000 €	2 000 000 €	4 300 000 €

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération

Etudes : 2023 à 2025

Travaux : 2025 à 2027

Annexe 3 : Carte de localisation du projet RD7



Annexe 4 : Convention Innovation (Etat)



**Convention de financement entre l'Etat et la Région d'opérations
concourant à la réduction de la congestion et à l'évolution de la qualité
de service par l'innovation et l'expérimentation sur le réseau routier
national non concédé (RRN) en Île-de-France dans le cadre du plan
« route de demain »**

Année 2023

ENTRE :

L'**État**, représenté par Monsieur le Préfet de la région Île-de-France, Préfet de Paris, Préfet coordonnateur des itinéraires routiers, 5 rue Leblanc, 75911 Paris Cedex 15, dénommé ci-après « le maître d'ouvrage »

ET

La **région Île-de-France**, représentée par Madame Valérie PECRESSE, Présidente du conseil régional d'Île-de-France ou son délégataire, dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, agissant en application de la délibération n° CP2022-208 du 7 juillet 2022.

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** ».

Vu la délibération n° CR 2022-021 du Conseil Régional Île-de-France en date du 19 mai 2022 approuvant le plan « route de demain » ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du conseil régional du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

Vu le Protocole d'intention entre l'État et la Région pour la réduction de la congestion et pour l'évolution de la qualité du service par l'innovation, l'expérimentation et l'intégration environnementale sur le réseau routier national non concédé (RRN) en Île-de-France dans le cadre du plan « route de demain » signé le ;

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA PRÉSENTE CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des deux parties pour le financement et la réalisation des opérations citées à l'article 2 ci-après et détaillées dans le tableau annexé à la présente convention. Elle est la déclinaison pour 2023 du protocole d'intention sus-visé.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« DIRIF – Innovation sur RRN – Programme 2023 »

ARTICLE 2 : DESCRIPTION GÉNÉRALE DES OPERATIONS

Les opérations concernées sont les suivantes. Elles relèvent des thématiques pouvant faire, dans le cadre du protocole d'intention, l'objet de financement de la Région.

Expérimentation et innovation sur le RRN Île-de-France

- Régulation dynamique de vitesse ;
- Expérimentation de l'intelligence artificielle dans la détection d'incidents dans les tunnels de Bicêtre et d'Italie ;
- Déploiement de balise Bluetooth Waze dans les deux derniers tunnels (Antony et Fresnes) non encore équipés.

ARTICLE 3 : MAÎTRISE D'OUVRAGE DES OPÉRATIONS

L'État est maître d'ouvrage des opérations. A ce titre, il s'engage à réaliser sous sa responsabilité les opérations visées à l'article 2 de la présente convention. Il ne saurait se prévaloir de la défaillance d'un tiers à qui il aurait confié la réalisation des travaux pour s'exonérer des engagements auxquels il a souscrit au titre de la présente convention.

L'État assume par ailleurs la responsabilité de l'exploitation et de l'entretien des équipements réalisés dont il est propriétaire.

La région Île-de-France ne peut, en aucun cas, ni pendant la durée de la présente convention, ni après son expiration, être mise en cause dans les litiges qui résulteraient desdites opérations.

ARTICLE 4 : ESTIMATION DU COÛT DES DÉPENSES

Le coût des opérations décrites à l'article 2 de la présente convention est estimé à 297 402 € TTC.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

5.1 : Principe de financement

Le montant total des opérations prises en compte pour calculer le fonds de concours versé par la Région (montant co-financé) est fixé à 297 402 € TTC.

La région Île-de-France s'engage à financer les opérations par un fonds de concours correspondant à un taux de 50% de ce montant total, soit une participation financière régionale d'un montant maximum de 148 701 €.

La région Île-de-France s'engage à inscrire en temps utile dans son budget les sommes nécessaires au règlement des dépenses qui lui incombent.

L'engagement financier de la Région à hauteur du montant rappelé ci-dessus donnera lieu à une affectation d'autorisation de programme d'un montant de 148 701 € dans le cadre de la délibération régionale n° CP 2023-293 du 21 septembre 2023.

5.2 : Versement du fonds de concours

5.2.1 : Fonds de concours

Les versements du fonds de concours par la région Île-de-France au bénéfice de l'État s'effectueront sous forme d'une avance de 80 % et d'un solde.

L'avance sera versée dès la réception du titre de perception.

Le solde sera versé au vu des justificatifs des dépenses fournis par l'État, dont une attestation d'achèvement des travaux et un mémoire explicitant les résultats obtenus suivant les critères définissant des niveaux de service en entretien et exploitation courants sur le réseau routier national non concédé, tels qu'ils sont présentés dans l'article 7 de la présente convention.

5.2.2 : Modalités de mandatement

Le mandatement de la région Île-de-France est libellé de telle façon qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

La date et les références de mandatement sont portées par tous moyens écrits à la connaissance de l'État.

Le paiement est effectué par virement bancaire portant le numéro de référence du titre de perception (numéro porté dans le libellé du virement).

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris de la Direction Régionale des Finances Publiques, Trésorier-Payeur Général pour la région d'Île-de-France.

5.2.3 : Révision du montant des opérations pris en compte pour calculer le fonds de concours

Le montant du financement régional indiqué à l'article 5.1 de la présente convention constitue un plafond. En l'absence d'avenant, tout dépassement de ce montant est pris en charge par l'État, maître d'ouvrage des opérations.

Cependant, en cas de difficulté particulière mise au jour lors des études d'exécution des opérations, un avenant à la présente convention pourra être signé avec l'accord des parties.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'État s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la participation régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par rapport au montant de l'opération pris en compte pour calculer le fonds de concours indiqué à l'article 5.1. Elle fait l'objet d'un versement au maître d'ouvrage au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la région Île-de-France en cas de trop perçu.

5.2.4 : Caducité du fonds de concours

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Région, si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution du fonds de concours, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 6 : CALENDRIER PREVISIONNEL DE VERSEMENT DES FONDS DE CONCOURS

Le calendrier prévisionnel de titres de perception envers la région Île-de-France et de mise en place des crédits de paiement de l'État est le suivant : versement des fonds de concours à hauteur de 80 % soit 118 960 € en 2023, le solde en 2024.

ARTICLE 7 : ENGAGEMENTS DE L'ETAT

7.1 : Engagement sur l'évaluation des solutions techniques mises en œuvre

L'État mettra en place un dispositif de suivi et d'évaluation des opérations, objet de la présente convention. Les modalités d'évaluation sont mises au point par l'État en liaison avec la région Île-de-France. Les résultats des évaluations restent propriété de l'État. Ils font l'objet d'échanges entre les partenaires de la présente convention.

7.2 : Engagement sur la qualité de service en matière d'entretien et exploitation courants sur le réseau routier national non concédé d'Île-de-France

Conformément au protocole d'intention, l'État et la Région conviennent que la qualité de service en entretien courant du RRN en Île-de-France peut être améliorée pour viser les objectifs suivants :

Objectif de qualité de service sur le RRN Île-de-France	Critère d'évaluation	Réseau urbain		Autre réseau
		Niveau 1	Niveau 2	
Entretien courant	Fréquence de nettoyage des chaussées (y compris BAU/BDD et BDG) : balayage et ramassage systématique des déchets :			
	• sections courantes	2x/an	1x/an	1x/an
	• bretelles des diffuseurs	1x/an	1x/an	-
	Fréquence d'entretien des abords (TPC entre dispositifs de retenue et zone de sécurité de 1,5 m en rives) : fauchage, nettoyage (ramassage des déchets) et élagage de la végétation masquant la signalisation de police :			
	• sections courantes	1x/an	1x/an	1x/an
	• bretelles des diffuseurs	1x/an	1x/an	1x/an
	Fréquence d'enlèvement des déchets sur les dépendances vertes au-delà de la zone de sécurité de 1,5 m :			
	• sections courantes	1x/2 ans	1x/2 ans	-
	• bretelles des diffuseurs	1x/2 ans	1x/2 ans	-
Viabilité hivernale	Intervention sur le RRN Île-de-France en cas de gel et neige (salages préventifs et curatifs, déneigement) : délai de retour aux conditions nominales de circulation (C1) à partir de la fin du phénomène ayant provoqué des conditions délicates de circulation (C2)	4h		
	Veille qualifiée pour les situations de crise (DIR de zone)	H24 7j/7		
Fonctionnement	En tunnel de plus de 300 m :			

Objectif de qualité de service sur le RRN Île-de-France	Critère d'évaluation	Réseau urbain		Autre réseau
		Niveau 1	Niveau 2	
des équipements (éclairage, signalisation lumineuse tricolore)	<ul style="list-style-type: none"> délai d'intervention pour la maintenance d'urgence afin d'éviter la fermeture du tunnel à la circulation pour mise en cause rédhitoire des conditions de sécurité des usagers 	3h		
	<ul style="list-style-type: none"> délai d'intervention pour la maintenance accélérée pour corriger un défaut qui ne conduit pas à la fermeture du tunnel à la circulation 	3 jours		
	Hors tunnels de plus de 300 m : <ul style="list-style-type: none"> délai d'intervention pour la maintenance ordinaire 	au plus rapide suivant programme des fermetures d'axes à la circulation, coordonnées au niveau régional		
Viabilité	Fréquence de patrouille sur le RRN Île-de-France	2x/sem		
	Délai d'intervention sur événement aléatoire (incident/accident) en procédure d'urgence (mise en sécurité, assistance aux usagers...)	1h en moyenne		
Guidage et le jalonnement sur le RRN Île-de-France	Fréquence des campagnes de rénovation des marquages (signalisation horizontale) :			
	<ul style="list-style-type: none"> axes à fort trafic (lignes d'axe / lignes de rive) 	4 ans / 8 ans		
	<ul style="list-style-type: none"> autres axes (lignes d'axe / ligne de rive) 	6 ans / 8 ans		
	<ul style="list-style-type: none"> bretelles de diffuseurs et îlots 	8 ans		
Guidage et le jalonnement sur le RRN Île-de-France	Fréquence de renouvellement de la signalisation verticale de police (réflectométrie des panneaux)	12 ans		
	Fréquence de renouvellement de la signalisation verticale de direction	15 ans		
Informers les usagers en cas d'incident ou de travaux	Information des usagers du RRN Île-de-France :			
	<ul style="list-style-type: none"> délai de mise à disposition des événements confirmés auprès des réseaux d'information (médias, applications, sites web, ...) 	15 min		
	<ul style="list-style-type: none"> délai d'affichage PMV 	15 min		
Intervention en cas d'accident	Délai d'intervention en cas d'accident sur le RRN Île-de-France	1h en moyenne		

Les périmètres pour les différents niveaux comprennent :

- **réseau urbain de niveau 1** : en totalité soit les radiales à l'intérieur de A86 ainsi que A86 et accès aux aéroports sur tout leur linéaire,
- **réseau urbain de niveau 2** :
 - les radiales suivantes entre A86 et Francilienne (ou continuité de la Francilienne) :
 - A15
 - A115
 - A4
 - A6
 - A10
 - A126
 - RN118
 - les sections suivantes de la Francilienne (ou continuité de la Francilienne) :
 - A104
 - RN104 de RN6 à A4 et de A1 à RN184
 - RN184 de A1 à A15
 - RN1104

Pour l'entretien courant, les sections courantes comprennent les bretelles de liaison entre deux routes nationales ou autoroutes.

Pour les interventions prévues 1 fois tous les deux ans, l'État fixe les axes traités en 2023 en concertation avec la Région. Sauf difficultés techniques, notamment la programmation des fermetures à la circulation nécessaires aux interventions, l'ensemble des axes du réseau urbain, hormis A1, A6 et A15 sont concernés par les interventions en 2023.

En sus, les parties conviennent d'agir conjointement pour mener des actions afin d'éviter les incivilités des usagers et ou des dépôts illicites de déchets notamment du secteur des BTP. Elles accompagnent également la prise en charge par les communes ou les EPCI des interventions complémentaires nécessaires à un niveau de service supérieur pour l'entretien courant, que les communes et/ou les EPCI demanderaient pour les bretelles de diffuseur, notamment en entrée de ville, et pour les dépendances vertes, notamment en milieu fortement urbanisé.

ARTICLE 8 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

La région Île-de-France s'engage à informer l'État des opérations qui seront présentées en commission permanente.

L'État s'engage à :

- informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière ;
- informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toute difficulté susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention ;
- conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives ;
- faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toute pièce justificative ;
- tenir une comptabilité spécifique relative au projet.

ARTICLE 9 : RÉCEPTION DES OUVRAGES

Après réception des ouvrages et levées d'éventuelles réserves, le maître d'ouvrage adresse à la région Île-de-France une attestation certifiant que tous les marchés ont été réceptionnés sans réserve.

ARTICLE 10 : DATE D'EFFET – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties. Elle prend fin lors du versement du solde du fonds de concours ou conformément aux termes de l'article 5.2.4.

ARTICLE 11 : COMMUNICATION

En application du protocole d'intention, l'État, en tant que maître d'ouvrage, prend en charge la communication sur les projets que la Région subventionne au titre de la présente convention. Il s'engage à valoriser l'action de la Région au titre de sa participation financière et à l'associer étroitement à la définition des principes de cette communication.

Pour la valorisation et conformément à la charte graphique de la Région, l'État fait figurer le logo de la Région sur les documents et supports de communication au titre de sa participation financière.

L'État et la Région conviennent avant le versement du premier fonds de concours, des modalités d'information des usagers sur le programme d'amélioration du réseau routier national, objet de la présente convention. Ces modalités comportent notamment des panneaux d'information sur le RRN au droit des travaux réalisés au titre de la présente convention.

La Région associe étroitement l'État à la définition des actions de communication qu'elle compte mener sur les projets. La Région s'engage à faire explicitement mention de l'État, maître d'ouvrage du RRN Île-de-France, dans sa communication sur ces projets. Toute utilisation ou exploitation commerciale des projets et de leurs résultats par la région Île-de-France est proscrite.

Les résultats de chaque projet sont la propriété de l'État. La région Île-de-France ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur les projets ni sur leurs résultats. La Région peut en faire usage sous réserve de l'accord de l'État.

Les partenaires s'emploient à mener des actions conjointes de communication sur chaque projet ainsi que sur l'accord global traduit par la présente convention annuelle en application du protocole d'intention.

Les présents principes de communication font l'objet d'une déclinaison de leur définition pour leur mise en œuvre opérationnelle.

ARTICLE 12 : RESTITUTION DU FONDS DE CONCOURS

En cas d'inexécution par l'État, maître d'ouvrage, de ses obligations contractuelles, le fonds de concours est restitué.

Dans ce cas, il sera procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 13 ci-dessous.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie du fonds de concours, l'État est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution des opérations.

Tous les frais engagés par la région Île-de-France pour recouvrer les sommes dues par l'État sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 13 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être résiliée pour motif d'intérêt général par les parties. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai décidé d'un commun accord entre les parties, indiqué par la décision notifiée par l'autorité qui en a pris la décision par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal.

Elle peut également être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par l'une des parties d'une ou plusieurs obligations essentielles à la réalisation des opérations. La résiliation prend alors effet à l'issue d'un délai d'un mois calculé à compter de la notification de la mise en demeure d'accomplir la ou les obligations, adressées par courrier recommandé avec demande d'avis de réception postal, sauf :

- si dans ce délai la ou les obligations auxquelles il est manqué sont exécutées ;
- si l'inexécution de la ou des obligations résultent d'un cas de force majeure.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à restitution, totale ou partielle, des participations versées par la région Île-de-France. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation au bénéfice de l'État.

ARTICLE 14 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant.

Tout avenant à la présente convention doit être approuvé par la commission permanente de la région Île-de-France.

ARTICLE 15 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Il est expressément convenu entre les parties que tout litige susceptible de survenir dans l'application de la présente convention devra, préalablement à toute action devant la juridiction compétente, faire l'objet d'une concertation entre les parties en vue d'une solution amiable.

ARTICLE 16 : PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et le tableau qui lui est annexé.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en 2 exemplaires originaux

Le.....

Le.....

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

Le Préfet d'Île-de-France

ANNEXE

Opération	Localisation	Coût total (TTC)	Participation de la région (50%)
Régulation dynamique de vitesse		90 000,00 €	45 000,00 €
Expérimentation de l'intelligence artificielle dans la détection d'incidents dans les tunnels de Bicêtre et d'Italie	Gentilly-Le Kremlin-Bicêtre	200 000 €	100 000 €
Balise bluetooth dans les tunnels de Fresnes et d'Anthony	Fresnes–Anthony	7 402 €	3 701 €
Total Innovation		297 402 €	148 701 €

Annexe 5 : Convention type "réduction externalités négatives des infrastructures routières"

CONVENTION N°CODE DU DOSSIER ou (à vide)

Insertion code du dossier OUI NON (par défaut)

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE, En vertu de la délibération N° CPXXXX-XXX du DATE DE VOTE, ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : LIBELLE DU TIERS (signataire de la convention)

dont le statut juridique est : FORME JURIDIQUE DU TIERS

N° SIRET : XXXXXXXXXX XXXXX

Code APE : XX.XXX (SI renseigné sur le tiers)

dont le siège social est situé au : ADRESSE ADMINISTRATIVE

ayant pour représentant CIVILITE PRENOM NOM, FONCTION (représentant signataire convention)

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Route de demain », dans le cadre de la réduction des externalités négatives de la route (enrobés phoniques et enrobés à fort taux de recyclage) adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR2022-021 du 19 mai 2022.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

Insert spécifique au dispositif (texte / facultatif / notamment référence au droit communautaire)

SI régime
« Aide
d'Etat »
renseigné

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : REGIME D'AIDE

Relatif à : SIGLE

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CPXXXX-XXX du DATE DE VOTE, la Région Île-de-France a décidé de soutenir ARTICLE ET LIBELLE DU TIERS pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe à la présente convention : OBJET DU DOSSIER (sinon) LIBELLE (référence dossier n° CODE DU DOSSIER).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à TAUX % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à MONTANT BASE ELIGIBLE €, soit un montant maximum de subvention de MONTANT SUBVENTION €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Voir règle
d'affichage
en fin de
document
selon le type
de calcul *

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe à la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de **DUREE AFFECTATION**
préciser la durée en nombre de mois OU années **xx mois/années**
l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité **ACTIVITE AFFECTATION**.

préciser l'activité d'affectation des biens (texte)
xxxx

Insert spécifique au dispositif (texte / facultatif)

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 ou 2.4 : OBLIGATIONS RELATIVES A L'OBLIGATION D'OFFRE DE STAGE(S) OU D'ALTERNANCE(S)

Le bénéficiaire s'engage à publier ☒ offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.3 ou 2.4 ou 2.5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Insert spécifique au dispositif (texte / facultatif)

ARTICLE 2.4 ou 2.5 ou 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la « Charte de visibilité régionale » disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional :

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité :

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire :

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale. Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Insert spécifique au dispositif (texte / facultatif)

Si tiers
forme
juridique
COMMUNE

La commune bénéficiaire s'engage à autoriser et à faciliter l'implantation de panneaux « d'entrée de ville » mentionnant le soutien financier de la Région à la collectivité. La Région assure la fourniture et l'implantation des panneaux dès le vote de la subvention régionale.

La commune met en œuvre les procédures d'autorisation d'implantation et s'assure de la bonne exécution de cette obligation. Les bénéficiaires doivent justifier du respect de ces obligations. Leur non-respect peut entraîner la suspension du versement ou le reversement des subventions octroyées.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Délais de
caducité « 1^{er}
versement »,
« prorogation
» et
« solde »
paramétrés
sur le
dispositif

Si à l'expiration d'un délai de **3 ans** à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de **1 an** par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de **4 années** pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention doit être remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

SI « avances
prévues »
sur le
dispositif et
cochée dans
le dossier

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus dans les DELAI MAXI AVANCES, en proportion du taux de la subvention ou du barème de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le cumul du montant des avances à verser est limité à **TAUX MAXI AVANCES %** du montant de la subvention.

délai maxi en mois (SI < 3 mois)		taux maxi (SI < 30 %)	
(par défaut) 3 mois	x mois	(par défaut) 30 %	xx %

En l'absence de justification des avances à l'échéance des délais de caducité de la subvention prévus à l'article 3.1 de la présente convention, une demande de remboursement à hauteur du montant des avances versées sera formulée par la Région par l'émission d'un titre de recettes.

SI tiers
personne
morale de
droit privé

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Insert spécifique au dispositif (texte / facultatif)

ARTICLE 3.2.1 ou 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention.

Insert spécifique au dispositif (texte / facultatif)

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des paiements doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder TAUX MAXI AVANCES ET ACOMPTES % du montant prévisionnel de la subvention.

taux maxi des acomptes (et avances SI concerné) (SI < 80%)	80% (par défaut)	xx %
--	------------------	------

ARTICLE 3.2.2 ou 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Toute demande de solde est ferme et définitive.

SI tiers
personne
morale de
droit
PUBLIC

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses comprend l'ensemble des dépenses de l'opération subventionnée. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ainsi que la date de mise en service de l'immobilisation financée par la Région.

Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Ce document doit par ailleurs comporter la date de mise en service effective du bien financé par la Région.

SI signature
charte VRL

Ce document est accompagné d'un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

SI tiers
personne
morale de
droit
PRIVE

Pour les personnes morales de droit privé, ou ne disposant pas d'un comptable public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif de l'ensemble des paiements qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Ce document doit comporter, par ailleurs, la date de mise en service effective du bien financé par la Région.

- un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

SI signature
charte VRL

Le bénéficiaire s'engage à signaler toute modification concernant la durée d'amortissement du bien financé communiquée initialement aux services de la Région.

Insert spécifique au dispositif (texte / facultatif)

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total de la base subventionnable initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux, ou du barème unitaire, indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Si « avances
prévues »
coché dans
le dossier

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 4 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du **DATE D'ELIGIBILITE (sinon) DATE DE VOTE** et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le **DATE DE VOTE**.

Insert spécifique au dispositif (texte)
(obligatoire / pour préciser la fin ou la durée / voir exemples ci-dessous)

EXEMPLES :

Pour les subventions d'investissement comportant une obligation d'affectation des biens à un usage déterminé pendant une certaine période : Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiquée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

Pour les subventions comportant des obligations s'exécutant après le versement du solde de la subvention et d'une durée dépassant celle des règles de caducité applicables : Elle prend fin une fois expirée la période d'exécution des obligations indiquées à l'article 2.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

SI signature
charte VRL

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

SI tiers
PRIVE+ SI
engagement
stagiaire(s)

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

TIERS PUBLIC
SI
engagement
stagiaire(s)

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et, le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe « présentation du projet » adoptée par délibération N° CPXXXX-XXX du DATE DE VOTE.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire

LIBELLE DU TIERS

CIVILITE PRENOM NOM, FONCTION (représentant signataire convention)

* Règles d’affichage de l’article 1 en fonction du type de calcul

La formulation diffère selon que le dispositif est en barème (le cas présenté ici dans le modèle), en formule de calcul simple (base et taux), en formule de calcul complexe (multi taux notamment)

- 1- si le dispositif est associé à une formule de calcul simple (une base et un taux),** la phrase suivante apparaîtra :

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à **TAUX** % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s’élève à **MONTANT BASE ELIGIBLE** €, soit un montant maximum de subvention de **MONTANT SUBVENTION** €.

- 2- si le dispositif est associé à une formule de calcul complexe,** alors un tableau détaillé apparaîtra avec la liste des bases et taux :

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable Acquisition foncière	MONTANT BASE ELIGIBLE €	TAUX %	MONTANT SUBVENTION €

- 3- si le dispositif est associé à un barème,** alors un tableau avec le montant de la subvention apparaîtra :

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM MONTANT SUBVENTION €
---------------------------	---

Annexe 6 : Convention Intégration environnementale (Etat)



**Convention de financement entre l'Etat et la Région d'opérations
concourant à l'intégration environnementale sur le réseau routier
national non concédé (RRN) en Île-de-France dans le cadre du plan
« route de demain »**

Année 2023

ENTRE :

L'**État**, représenté par Monsieur le Préfet de la région Île-de-France, Préfet de Paris, Préfet coordonnateur des itinéraires routiers, 5 rue Leblanc, 75911 Paris Cedex 15, dénommé ci-après « le maître d'ouvrage »

ET

La **région Île-de-France**, représentée par Madame Valérie PECRESSE, Présidente du conseil régional d'Île-de-France ou son délégataire, dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, agissant en application de la délibération n° CP2022-208 du 7 juillet 2022.

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** ».

Vu la délibération n° CR 2022-021 du Conseil Régional Île-de-France en date du 19 mai 2022 approuvant le plan « route de demain » ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du conseil régional du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

Vu le Protocole d'intention entre l'État et la Région pour la réduction de la congestion et pour l'évolution de la qualité du service par l'innovation, l'expérimentation et l'intégration environnementale sur le réseau routier national non concédé (RRN) en Île-de-France dans le cadre du plan « route de demain » signé le ;

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA PRÉSENTE CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des deux parties pour le financement et la réalisation des opérations citées à l'article 2 ci-après et détaillées dans le tableau annexé à la présente convention. Elle est la déclinaison pour 2023 du protocole d'intention sus-visé.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« DIRIF – intégration environnementale sur RRN – Programme 2023 »

ARTICLE 2 : DESCRIPTION GÉNÉRALE DES OPERATIONS

Les opérations concernées sont les suivantes. Elles relèvent des thématiques pouvant faire, dans le cadre du protocole d'intention, l'objet de financement de la Région.

Intégration environnementale du réseau routier d'intérêt régional

- Déploiement d'enrobés à très haute performance acoustique sur A13 dans le prolongement de la section traitée l'année précédente et sur A6 (Savigny-sur-Orge–Viry-Châtillon–Grigny–Morsang-sur-Orge) ;
- Déploiement d'enrobés à fort taux de recyclage sur A104 (Pomponne–Villevaudé–Brou-sur-Chantereine–Le Pin–Villeparisis–Mitry-Mory), N2 (Mitry-Mory–Compans), N104 (Lognes–Émerainville–Pontault-Combault–Croissy-Beaubourg), N14 (Puisseux-Pontoise), N4 (Fontenay-Trésigny–Marles-en-Brie), N36 (Fontenay-Trésigny), A4 (Champigny-sur-Marne), N184 (Conflans-Sainte-Honorine), N10 (Trappes–Élancourt), N12 (Le Tremblay-sur-Mauldre–Jouars-Pontchartrain–Méré–Galluis), A12 (Fontenay-le-Fleury–Bois-d'Arcy–Montigny-le-Bretonneux), A13 (Rocquencourt), A86 (La Courneuve–Drancy) et N13 (Le Pecq–Saint-Germain-en-Laye) ;

Les parties conviennent qu'ont vocation également à se poursuivre en 2023 les actions sur :

- Le déploiement d'enrobés à très haute performance acoustique ;
- Le déploiement d'enrobés à fort taux de recyclage ;

Sans préjudice de nouvelles actions s'inscrivant dans le cadre du protocole d'intention.

ARTICLE 3 : MAÎTRISE D'OUVRAGE DES OPÉRATIONS

L'État est maître d'ouvrage des opérations. A ce titre, il s'engage à réaliser sous sa responsabilité les opérations visées à l'article 2 de la présente convention. Il ne saurait se prévaloir de la défaillance d'un tiers à qui il aurait confié la réalisation des travaux pour s'exonérer des engagements auxquels il a souscrit au titre de la présente convention.

L'État assume par ailleurs la responsabilité de l'exploitation et de l'entretien des équipements réalisés dont il est propriétaire.

La région Île-de-France ne peut, en aucun cas, ni pendant la durée de la présente convention, ni après son expiration, être mise en cause dans les litiges qui résulteraient desdites opérations.

ARTICLE 4 : ESTIMATION DU COÛT DES DÉPENSES

Le coût des opérations décrites à l'article 2 de la présente convention est estimé à 20 151 574 € TTC.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

5.1 : Principe de financement

Le montant total des opérations pris en compte pour calculer le fonds de concours versé par la Région (montant co-financé) est fixé à 20 151 574 € TTC.

La région Île-de-France s'engage à financer les opérations par un fonds de concours correspondant à un taux de 50% de ce montant total, soit une participation financière régionale d'un montant maximum de 10 075 787 €.

La région Île-de-France s'engage à inscrire en temps utile dans son budget les sommes nécessaires au règlement des dépenses qui lui incombent.

L'engagement financier de la Région à hauteur du montant rappelé ci-dessus donnera lieu à une affectation d'autorisation de programme d'un montant de 10 075 787 € dans le cadre de la délibération régionale n° CP 2023-293 du 21 septembre 2023.

5.2 : Versement du fonds de concours

5.2.1 : Fonds de concours

Les versements du fonds de concours par la région Île-de-France au bénéfice de l'État s'effectueront sous forme d'une avance de 80 % et d'un solde.

L'avance sera versée dès la réception du titre de perception.

Le solde sera versé au vu des justificatifs des dépenses fournis par l'État, dont une attestation d'achèvement des travaux et un mémoire explicitant les résultats obtenus suivant les critères définissant des niveaux de service en entretien et exploitation courants sur le réseau routier national non concédé, tels qu'ils sont présentés dans l'article 7 de la présente convention.

5.2.2 : Modalités de mandatement

Le mandatement de la région Île-de-France est libellé de telle façon qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

La date et les références de mandatement sont portées par tous moyens écrits à la connaissance de l'État.

Le paiement est effectué par virement bancaire portant le numéro de référence du titre de perception (numéro porté dans le libellé du virement).

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris de la Direction Régionale des Finances Publiques, Trésorier-Payeur Général pour la région d'Île-de-France.

5.2.3 : Révision du montant des opérations pris en compte pour calculer le fonds de concours

Le montant du financement régional indiqué à l'article 5.1 de la présente convention constitue un plafond. En l'absence d'avenant, tout dépassement de ce montant est pris en charge par l'État, maître d'ouvrage des opérations.

Cependant, en cas de difficulté particulière mise au jour lors des études d'exécution des opérations, un avenant à la présente convention pourra être signé avec l'accord des parties.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'État s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la participation régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par rapport au montant de l'opération pris en compte pour calculer le fonds de concours indiqué à l'article 5.1. Elle fait l'objet d'un versement au maître d'ouvrage au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la région Île-de-France en cas de trop perçu.

5.2.4 : Caducité du fonds de concours

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Région, si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution du fonds de concours, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 6 : CALENDRIER PREVISIONNEL DE VERSEMENT DES FONDS DE CONCOURS

Le calendrier prévisionnel de titres de perception envers la région Île-de-France et de mise en place des crédits de paiement de l'État est le suivant : versement des fonds de concours à hauteur de 80 % soit 8 060 629 € en 2023, le solde en 2024.

ARTICLE 7 : ENGAGEMENTS DE L'ETAT

7.1 : Engagement sur l'évaluation des solutions techniques mises en œuvre

L'État mettra en place un dispositif de suivi et d'évaluation des performances des solutions techniques mises en œuvre en matière :

- d'enrobés à très haute performance acoustique ;
- d'enrobés à fort taux de recyclage

Les modalités d'évaluation sont mises au point par l'État en liaison avec la région Île-de-France. Les résultats des évaluations restent propriété de l'État. Ils font l'objet d'échanges entre les partenaires de la présente convention.

7.2 : Engagement sur la qualité de service en matière d'entretien et exploitation courants sur le réseau routier national non concédé d'Île-de-France

Conformément au protocole d'intention, l'État et la Région conviennent que la qualité de service en entretien courant du RRN en Île-de-France peut être améliorée pour viser les objectifs suivants :

Objectif de qualité de service sur le RRN Île-de-France	Critère d'évaluation	Réseau urbain		Autre réseau
		Niveau 1	Niveau 2	
Entretien courant	Fréquence de nettoyage des chaussées (y compris BAU/BDD et BDG) : balayage et ramassage systématique des déchets :			
	• sections courantes	2x/an	1x/an	1x/an
	• bretelles des diffuseurs	1x/an	1x/an	-
	Fréquence d'entretien des abords (TPC entre dispositifs de retenue et zone de sécurité de 1,5 m en rives) : fauchage, nettoyage (ramassage des déchets) et élagage de la végétation masquant la signalisation de police :			
	• sections courantes	1x/an	1x/an	1x/an
	• bretelles des diffuseurs	1x/an	1x/an	1x/an

Objectif de qualité de service sur le RRN Île-de-France	Critère d'évaluation	Réseau urbain		Autre réseau
		Niveau 1	Niveau 2	
	Fréquence d'enlèvement des déchets sur les dépendances vertes au-delà de la zone de sécurité de 1,5 m :			
	• sections courantes	1x/2 ans	1x/2 ans	-
	• bretelles des diffuseurs	1x/2 ans	1x/2 ans	-
Viabilité hivernale	Intervention sur le RRN Île-de-France en cas de gel et neige (salages préventifs et curatifs, déneigement) : délai de retour aux conditions nominales de circulation (C1) à partir de la fin du phénomène ayant provoqué des conditions délicates de circulation (C2)	4h		
	Veille qualifiée pour les situations de crise (DIR de zone)	H24 7j/7		
Fonctionnement des équipements (éclairage, signalisation lumineuse tricolore)	En tunnel de plus de 300 m :			
	• délai d'intervention pour la maintenance d'urgence afin d'éviter la fermeture du tunnel à la circulation pour mise en cause rédhitoire des conditions de sécurité des usagers	3h		
	• délai d'intervention pour la maintenance accélérée pour corriger un défaut qui ne conduit pas à la fermeture du tunnel à la circulation	3 jours		
	Hors tunnels de plus de 300 m : • délai d'intervention pour la maintenance ordinaire	au plus rapide suivant programme des fermetures d'axes à la circulation, coordonnées au niveau régional		
Viabilité	Fréquence de patrouille sur le RRN Île-de-France	2x/sem		
	Délai d'intervention sur événement aléatoire (incident/accident) en procédure d'urgence (mise en sécurité, assistance aux usagers...)	1h en moyenne		
Guidage et le jalonnement sur le RRN Île-de-France	Fréquence des campagnes de rénovation des marquages (signalisation horizontale) :			
	• axes à fort trafic (lignes d'axe / lignes de rive)	4 ans / 8 ans		
	• autres axes (lignes d'axe / ligne de rive)	6 ans / 8 ans		
	• bretelles de diffuseurs et îlots	8 ans		
Guidage et le jalonnement sur le RRN Île-de-France	Fréquence de renouvellement de la signalisation verticale de police (réflectométrie des panneaux)	12 ans		
	Fréquence de renouvellement de la signalisation verticale de direction	15 ans		
Informers les usagers en cas d'incident ou de travaux	Information des usagers du RRN Île-de-France :			
	• délai de mise à disposition des événements confirmés auprès des réseaux d'information (médias, applications, sites web, ...)	15 min		
	• délai d'affichage PMV	15 min		
Intervention en cas d'accident	Délai d'intervention en cas d'accident sur le RRN Île-de-France	1h en moyenne		

Les périmètres pour les différents niveaux comprennent :

- **réseau urbain de niveau 1** : en totalité soit les radiales à l'intérieur de A86 ainsi que A86 et accès aux aéroports sur tout leur linéaire,
- **réseau urbain de niveau 2** :
 - les radiales suivantes entre A86 et Francilienne (ou continuité de la Francilienne) :

- A15
- A115
- A4
- A6
- A10
- A126
- RN118
- les sections suivantes de la Francilienne (ou continuité de la Francilienne) :
 - A104
 - RN104 de RN6 à A4 et de A1 à RN184
 - RN184 de A1 à A15
 - RN1104

Pour l'entretien courant, les sections courantes comprennent les bretelles de liaison entre deux routes nationales ou autoroutes.

Pour les interventions prévues 1 fois tous les deux ans, l'État fixe les axes traités en 2023 en concertation avec la Région. Sauf difficultés techniques, notamment la programmation des fermetures à la circulation nécessaires aux interventions, l'ensemble des axes du réseau urbain, hormis A1, A6 et A15 sont concernés par les interventions en 2023.

En sus, les parties conviennent d'agir conjointement pour mener des actions afin d'éviter les incivilités des usagers et ou des dépôts illicites de déchets notamment du secteur des BTP. Elles accompagnent également la prise en charge par les communes ou les EPCI des interventions complémentaires nécessaires à un niveau de service supérieur pour l'entretien courant, que les communes et/ou les EPCI demanderaient pour les bretelles de diffuseur, notamment en entrée de ville, et pour les dépendances vertes, notamment en milieu fortement urbanisé.

ARTICLE 8 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

La région Île-de-France s'engage à informer l'État des opérations qui seront présentées en commission permanente.

L'État s'engage à :

- informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière ;
- informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toute difficulté susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention ;
- conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives ;
- faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toute pièce justificative ;
- tenir une comptabilité spécifique relative au projet.

ARTICLE 9 : RÉCEPTION DES OUVRAGES

Après réception des ouvrages et levées d'éventuelles réserves, le maître d'ouvrage adresse à la région Île-de-France une attestation certifiant que tous les marchés ont été réceptionnés sans réserve.

ARTICLE 10 : DATE D'EFFET – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties. Elle prend fin lors du versement du solde du fonds de concours ou conformément aux termes de l'article 5.2.4.

ARTICLE 11 : COMMUNICATION

En application du protocole d'intention, l'État, en tant que maître d'ouvrage, prend en charge la communication sur les projets que la Région subventionne au titre de la présente convention. Il s'engage à valoriser l'action de la Région au titre de sa participation financière et à l'associer étroitement à la définition des principes de cette communication.

Pour la valorisation et conformément à la charte graphique de la Région, l'État fait figurer le logo de la Région sur les documents et supports de communication au titre de sa participation financière.

L'État et la Région conviennent avant le versement du premier fonds de concours, des modalités d'information des usagers sur le programme d'amélioration du réseau routier national, objet de la présente convention. Ces modalités comportent notamment des panneaux d'information sur le RRN au droit des travaux réalisés au titre de la présente convention.

La Région associe étroitement l'État à la définition des actions de communication qu'elle compte mener sur les projets. La Région s'engage à faire explicitement mention de l'État, maître d'ouvrage du RRN Île-de-France, dans sa communication sur ces projets. Toute utilisation ou exploitation commerciale des projets et de leurs résultats par la région Île-de-France est proscrite.

Les résultats de chaque projet sont la propriété de l'État. La région Île-de-France ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur les projets ni sur leurs résultats. La Région peut en faire usage sous réserve de l'accord de l'État.

Les partenaires s'emploient à mener des actions conjointes de communication sur chaque projet ainsi que sur l'accord global traduit par la présente convention annuelle en application du protocole d'intention.

Les présents principes de communication font l'objet d'une déclinaison de leur définition pour leur mise en œuvre opérationnelle.

ARTICLE 12 : RESTITUTION DU FONDS DE CONCOURS

En cas d'inexécution par l'État, maître d'ouvrage, de ses obligations contractuelles, le fonds de concours est restitué.

Dans ce cas, il sera procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 13 ci-dessous.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie du fonds de concours, l'État est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution des opérations.

Tous les frais engagés par la région Île-de-France pour recouvrer les sommes dues par l'État sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 13 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être résiliée pour motif d'intérêt général par les parties. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai décidé d'un commun accord entre les parties, indiqué par la décision notifiée par l'autorité qui en a pris la décision par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal.

Elle peut également être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par l'une des parties d'une ou plusieurs obligations essentielles à la réalisation des opérations. La résiliation prend alors effet à l'issue d'un délai d'un mois calculé à compter de la notification de la mise en demeure d'accomplir la ou les obligations, adressées par courrier recommandé avec demande d'avis de réception postal, sauf :

- si dans ce délai la ou les obligations auxquelles il est manqué sont exécutées ;
- si l'inexécution de la ou des obligations résultent d'un cas de force majeure.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à restitution, totale ou partielle, des participations versées par la région Île-de-France. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation au bénéfice de l'État.

ARTICLE 14 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant.

Tout avenant à la présente convention doit être approuvé par la commission permanente de la région Île-de-France.

ARTICLE 15 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Il est expressément convenu entre les parties que tout litige susceptible de survenir dans l'application de la présente convention devra, préalablement à toute action devant la juridiction compétente, faire l'objet d'une concertation entre les parties en vue d'une solution amiable.

ARTICLE 16 : PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et le tableau qui lui est annexé.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en 2 exemplaires originaux

Le.....

Le.....

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

Le Préfet d'Île-de-France

ANNEXE

Enrobé phonique couche de roulement A13 – G (92) 3+500 à 6+000		552 875 €	276 438 €
Enrobé phonique requalification A6 – G (91) 18+000 à 21+600	Savigny-sur-Orge–Viry-Châtillon– Grigny–Morsang-sur-Orge	1 712 211 €	856 106 €
Sous-total réduction des nuisances sonores, enrobés phoniques		2 265 086 €	1 132 543 €
Requalification N2 - G (77) 3+250 à 5+610	Mitry-Mory–Compans–Pomponne– Villevaudé–Brou-sur-Chantereine– Le Pin–Villeparisis	4 285 594 €	2 142 797 €
Requalification N2/A104 - G (77) 0+000 à 8+485			
Requalification A104 - D (77) 18+900 à 23+700			
Requalification A104 - G (77) 18+500 à 20+940			
Requalification A104 - G (77) 12+550 à 15+405			
Requalification N104 - D (77) 4+640 à 7+160	Lognes–Émerainville–Pontault-Combault–Croissy- Beaubourg	2 232 977 €	1 116 489 €
Requalification N104 - G (77) 4+620 à 7+475			
Couche de roulement N104 – D (77) 0+200 à 3+600			
Requalification N14 – D et G (95) 24+100 à 24+800	Puiseux-Pontoise	1 000 000 €	500 000 €
Requalification N184 - D et G (78) 23+400 à 24+1000	Conflans-Sainte-Honorine	1 211 811 €	605 906 €
Requalification N10 - D (78) 12+400 à 13+600	Trappes	385 326 €	192 663 €
Requalification N10 – D (78) 14+800 à 17+200	Trappes-Élancourt	610 816 €	305 408 €
Requalification A13 - D et G (78) 11+000 à 12+527	Rocquencourt	1 408 814 €	704 407 €
Requalification N13 – D (78) 21+282 à 24+180	Le Pecq–Saint-Germain-en-Laye	453 024 €	226 512 €
Couche de roulement A104 - D (77) 9+730 à 15+800	Mitry-Mory–Villeparisis	597 526 €	298 763 €
Couche de roulement N4 - D (77) 21+500 à 26+200	Fontenay-Trésigny–Marles-en-Brie	1 223 854 €	611 927 €
Couche de roulement N36 – D et G (77) 47+0 à 49+0			
Couche de roulement A4 – G (94) 7+460 à 10+590	Champigny-sur-Marne	1 163 576 €	581 788 €
Couche de roulement A4 – D (94) 7+440 à 8+200			
Couche de roulement A4 – D (94) 10+210 à 10+640			
Couche de roulement N12 - G (78) 44+760 à 46+660	Méré–Galluis	632 114 €	316 057 €
Couche de roulement N12 - G (78) 36+910 à 41+000	Le Tremblay-sur-Mauldre–Jouars-Pontchartrain	965 855 €	482 928 €
Couche de roulement A12 - D (78) 5+600 à 7+200	Fontenay-le-Fleury–Bois-d'Arcy–Montigny-le-Bretonneux	605 461 €	302 731 €
Couche de roulement A86 - D (93) 17+200 à 19+000	La Courneuve-Drancy	1 109 740 €	554 870 €
Sous-total enrobés à très fort taux de recyclage (≥40%)		17 886 488 €	8 943 244 €
Total environnement		20 151 574 €	10 075 787 €